

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 69 - août-octobre 2021

17^e année

Prix libre



Quelle bonne nouvelle ?

il fallait un peu d'air pour commencer l'été : les bars ont rouvert, les cinémas, les scènes de tout poil. Enfin une bonne nouvelle ! Comme on aimerait que l'évident plaisir qu'il y a à retrouver les bistrots, les théâtres, ne se doublent pas d'une si grande indifférence au monde qui se fabrique sous nos yeux.

suite de l'édito page 2

Mais nombreux furent celles et ceux qui posèrent fièrement en terrasse, au spectacle ou au stade, devant l'objectif complaisant des photographes de presse ou de réseau social.

Comme on aimerait que parmi les gens du spectacle, les personnels hospitaliers, la révolte gagne face à des conditions de travail si peu dignes. Mais la nouvelle de ce début d'été, c'est surtout ce pas franchi dans l'acquiescement, ce « nous sommes prêts à tout » pour retrouver un semblant de liberté. Une liberté jamais conquise, toujours octroyée. Une liberté, vraiment ? À l'octroi, il faut payer. Et le prix ici est démesuré. Ce sont des pans entiers du droit qui nous protègent mais également de notre imaginaire, de notre sensibilité, que nous abandonnons.

Comme on aimerait que les doux noms de QR code, pass sanitaire ou vaccinodrome, ces mots si rétifs à toute forme de poésie, n'aient jamais fait partie de notre vocabulaire. Et la question d'être pour ou contre les vaccins pourrait n'être que secondaire. Il pourrait s'agir d'une simple question de décence : pourquoi prendre part à ce mauvais spectacle, à cette grande débauche de moyens pour combattre une maladie qui, si elle mérite notre attention, ne représente qu'un problème mineur par rapport à tous ceux qui se posent à nous aujourd'hui, que ce soit en terme de justice sociale ou de dépollution massive.

Comme on aimerait s'être trompé, il y a un peu plus d'un an, en redoutant la vaccination forcée pour bientôt et le contrôle via les smartphones. D'abord le masque obligatoire, même dehors (« C'est pas grand-chose, on l'enlève, on le remet... »), puis le vaccin obligatoire (« Bon, une injection, c'est pas rien. On comprends pas trop comment ça marche, mais on fait confiance à la science... »). À quand la puce sous-cutanée obligatoire ? D'abord pour les plus vulnérables, ensuite pour ceux qui le souhaitent, puis pour ceux qui auraient la faiblesse de vouloir garder leur emploi, puis... La mécanique est bien rodée, la machine est lancée. Jusqu'où ira-t-elle ?



En bref

Du soutien

Début 2019, plusieurs familles syriennes sont arrivées à Aubusson et alentours, avec des papiers mais pas sans galères.

Si les méandres paperassiers de l'administration nous sont souvent obscurs qu'en est-il pour des personnes ne parlant pas (encore) la langue, et peu habituées aux procédures, dispositifs, programmes, contractualisation etc. ? Et l'apprentissage du français, bien sûr ne va pas non plus sans problèmes.

Face aux carences de l'association Viltais, chèrement payée par l'État pour accompagner les familles, différentes associations et collectifs s'organisent pour soutenir les familles.

On peut citer l'association FLE Bus (Français langues étrangères), autour de l'apprentissage de la langue, et le collectif Accueillir à Felletin, pour toutes sortes de démarches, administratives notamment.

Les initiatives, projets, tentatives sont nombreuses et nous les évoquerons plus en détail dans un prochain numéro.

Pour l'heure, allons au plus urgent : avec l'aide de FLE Bus, des temps de soutien scolaire pour les collégiens syriens ont vu le jour l'année dernière, au Fabuleux Destin à Aubusson. Et il manque de monde pour aider, que ce soit pour l'été ou à la rentrée.

Il ne s'agit pas de faire la classe (l'accompagnement est individuel), et l'association fournit différents supports, jeux, exercices... (pas besoin d'être surdiplômé). Un peu d'envie et une heure disponible par semaine peuvent suffire à donner un bon coup de main.

Si vous voulez en savoir plus, vous pouvez téléphoner à Karine Biao au 07 81 70 94 90.

**Géothermie bien profonde :
tous les moyens sont bons
pour nous la mettre...**

À Saint-Pierre-Roche (permis Sioule-Miouse voir *Creuse-Citron* n° 66, 67, 68) le maire, après consultation de la préfecture du Puy-de-Dôme, a décidé de coller des amendes (1 500 € plus 200 d’astreinte par jour) aux opposants à la géothermie ayant mis sur leur terrain des panneaux à caractère revendicatif.

La commune étant située dans le Parc naturel régional des volcans d’Auvergne, les panneaux défigurent bien entendu le paysage. Alors que faire des trous de 4 à 5 kilomètres de profondeur ?

Ça ne se voit pas et en plus si cela pouvait réveiller quelques volcans ce serait sûrement un atout touristique.



**Sécurité-alimentaire :
pas de quiproquo**

En France il n’y a plus que 400 000 agriculteurs, par contre on compte plus de 430 000 flics ou assimilés (policiers, gendarmes, sécurité privé). Surtout ne mettons pas la charrue avant les bœufs !

Parcs éoliens en Creuse

Ces derniers mois , la préfecture de Creuse a finalement notifié un refus pour deux projets de parcs éoliens très contestés : celui de Anzème et celui de St-Fiel.

Les commissaires enquêteurs de l’enquête publique pour le parc de St-Sulpice-la Feuillée – Vareilles ont rendu un avis défavorable, après une forte mobilisation locale, plusieurs arrêtés municipaux défavorables, une manifestation, etc. La préfecture doit maintenant rendre sa décision.

Par contre les commissaires enquêteurs de l’enquête publique pour le nouveau parc d’Évaux les Bains ont rendu un avis favorable malgré une opposition de très longue haleine.

**« Montagne d’Or » en Guyane :
la Cour autorise la prolongation des concessions.**

L’État ayant refusé la prolongation des concessions minières n° 215 dite « Montagne d’Or », et n° 219 dite « Elysée », le tribunal administratif de la Guyane le 24 décembre 2020 avait annulé ces refus.

Le ministre de l’Économie et des finances avait saisi la Cour administrative d’appel de Bordeaux contre ce jugement. Cette Cour vient de rejeter le recours du ministre et enjoint à l’État de les prolonger. La Cour juge que la société Compagnie Minière Montagne d’Or (CMO) « justifie de ses capacités techniques et financières à mener à bien les travaux d’exploitation et à assumer les obligations réglementaires en vigueur ».

La Cour constate en effet que « la prolongation d’une concession minière effectivement exploitée est de droit sous réserve des capacités techniques et financières du pétitionnaire à mener à bien les travaux d’exploitation ».

Elle relève ensuite que « la prolongation d’une concession n’a pas pour effet d’autoriser la réalisation du programme de travaux qu’elle envisage et qu’une étude d’impact ainsi qu’une étude de

dangers ne sont exigées qu’au stade ultérieur de la demande d’autorisation d’ouverture des travaux miniers. Par suite, l’impact direct des travaux d’exploitation sur les intérêts, notamment environnementaux, mentionnés à l’article L 161-1 ne peut être opposé, au regard des dispositions actuellement en vigueur du code minier, que lors de l’instruction de cette demande d’autorisation de travaux, distincte de la demande de prolongation de concession »

Bref ! Circulez, il n’y a rien à voir, tout est dans l’ordre, et on peut continuer à polluer et défigurer l’Amazonie.

Suite à cette décision, France nature environnement (FNE) déposera la semaine prochaine devant la Cour d’appel administrative de Bordeaux une tierce opposition contre les arrêtés rendus, fondée sur l’inconvenance du code minier qui est en contradiction avec les directives européennes sur l’évaluation environnementale des projets et plans et assortie d’une Question prioritaire de constitutionnalité (QPC).

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d’envoi sont de plus de 2 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d’un numéro est de 50 cts.

- 4 numéros (1 an) = 8 € (frais d’envoi) + ... (prix libre)
- 8 numéros (2 ans) = 16 € (frais d’envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l’ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 21, 23 200 Aubusson.

Inculpés du 15 juin

QUE FAIT LA POLICE ?

La police, bien entendu, fait son travail. Et le 15 juin dernier, dans le cadre de l'enquête sur le sabotage d'une antenne relais au sud de Limoges, ce sont six personnes qui ont été arrêtées et six autres perquisitionnées, à Gentioux et dans différents lieux de Haute-Vienne. Les moyens mis en œuvre, que ce soit pour les arrestations (agents lourdement armés, portes défoncées, saisie de matériel...) ou pour l'enquête (filatures, écoutes téléphoniques, surveillance des messageries Internet, prélèvement ADN...) témoignent assez du délire sécuritaire à l'œuvre du côté du pouvoir, et ne sont pas sans rappeler les arrestations qui eurent lieu à Tarnac en 2008.

Au dire des personnes arrêtées et/ou interrogées, les questions des enquêteurs portent essentiellement sur leur activité militante au sens large, leurs relations, leurs liens avec diverses initiatives ou groupes constitués. Sur les six personnes arrêtées, trois ont été libérées sans poursuites, une est inculpée pour association de malfaiteurs et deux autres pour destruction en bande organisée. Dans l'ordonnance de placement sous contrôle judiciaire, on peut lire ceci : « Les deux femmes partagent de nombreuses idéologies en lien avec le souci d'une préservation de la nature (notamment la forêt limousine) ou encore le refus de voir installer des équipements technologiques (compteurs Linky, 5G) ». Voilà qui justifie assurément la brutalité des arrestations et la débauche des moyens déployés ! Et voilà qui révèle un aspect important de l'affaire, qui consiste avant tout en une nouvelle opération de renseignement de grande envergure, placé sous le signe de l'anti-terrorisme. Qui vise également à mettre sous pression les personnes qui affirment leur refus du monde comme il va, et tentent, de diverses manières, de défendre ce qui peut l'être. Un comité de soutien s'est mis en place¹ qui fait appel aux bonnes volontés des unes et des autres pour aider à la défense des personnes inculpées (et toujours présumées innocentes), et opposer aux menées sécuritaires du pouvoir une réponse collective, diversement colorée.

Pour l'heure, l'enquête est en cours, et d'autres personnes peuvent encore être arrêtées, interrogées, perquisitionnées... Il faut rappeler que cette opération intervient dans un contexte de regain de la contestation des pratiques forestières

actuelles (*La filière bois, la forêt trinquée* comme l'affichait une manifestation à Faux-la-Montagne au printemps) et de pression policière au quotidien pour divers habitants de la Montagne limousine. On se souvient également des manœuvres de la gendarmerie corrézienne pour empêcher le collectif *Faites et racines* d'acquérir des parcelles de bois (voir *Creuse-Citron* n° 67) ou des arrestations de novembre dans le sud-ouest, présentées à la radio nationale comme un « coup de filet dans les milieux de l'ultra-gauche », avec maintien en détention préventive, sans motif valable et depuis plusieurs mois.

Rappeler enfin que depuis un an, ce sont plus de cent cinquante antennes qui ont subi divers dommages, que des arrestations ont eu lieu dans d'autres départements, avec une peine de prison ferme prononcée récemment au tribunal de Dijon.

Si de telles actions de sabotages semblent légitimes à un nombre croissant de personnes, nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais cette affaire vient aussi rappeler la démesure du rapport de force entre une police politique aux moyens renforcés et des mouvements contestataires surveillés, réprimés, utilisés aussi, comme des épouvantails par le pouvoir en place.

Pour celles et ceux qui aspirent à autre chose qu'au saccage de la vie sur terre, en attendant l'exil sur Mars, il demeure essentiel de faire entendre publiquement, en diverses occasions, notre dégoût des pratiques policières et un soutien, avec ou

sans réserves, à des initiatives qui méritent notre estime.

« Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend ». Voilà qui pourrait paraître présomptueux. Il y a pourtant quelque chose de juste dans cette aspiration. Les années à venir diront à quel point l'auto-défense ici évoquée peut aller, au-delà du maintien de poches de résistances ici et là, jusqu'au sabotage des infrastructures qui nous nuisent. Il faut remettre à leur place ces actes de destruction, qui ne concernent que des biens matériels et ne menacent pas les personnes. « Qu'est ce qui est le plus dangereux pour la population : installer la 5G ou la saboter ? » demandait, lors d'une réunion publique, une des personnes perquisitionnée le 15 juin. Comme celle des arrestations politiques, la question nous concerne plus que nous ne le pensons. Où va notre sympathie, sinon au grand débarras de la ferraille connectée ? Il y a le risque, bien sûr, de voir la répression se durcir, et de trinquer comme la forêt trinquée. Mais n'y a-t-il pas aussi des chances accrues d'étendre les marges, de raccommo-der ce qui peut l'être, d'habiter plus vivement ce monde abîmé...

Peut-être est-il temps de prendre ces questions au sérieux ?

1 - Joignable au 06 23 44 31 52 ou comite15juin@riseup.net. Informations à suivre également sur le site d'informations indépendantes La Bogue. (labogue.info).



Autogestion et seconde main

Entretien avec deux salariés de Court-Circuit

L'automne dernier, suite aux dix ans de la ressourcerie de Felletin, nous avons publié un article, à la fois amical et critique, sur l'activité et le fonctionnement de Court-Circuit. (Creuse-Citron n° 66)

Nous avons eu envie d'approfondir quelques questions, en allant rencontrer deux des membres de l'équipe salariée.

Alors pour commencer est-ce que vous pouvez présenter Court-Circuit et plus particulièrement comment sont mis en pratique certains principes d'autogestion dans votre travail au quotidien ?

Bertrand : Court-Circuit, comme toute ressourcerie est une structure qui s'est montée autour de la question de la réduction des déchets à l'échelle locale. Pour y parvenir, il y a plusieurs moyens : la remise dans le circuit d'objets qui peuvent encore servir, la sensibilisation du grand public aux questions de réduction des déchets et de surconsommation.

Par rapport à l'autogestion, il y a l'idée que toutes les personnes de l'équipe salariée puissent participer aux décisions auxquelles elles ont envie de participer et qui engagent la structure. Il y a le principe de polyvalence, c'est-à-dire que tout le monde participe aux différentes catégories d'activités de ressourcerie. Et puis un principe d'égalité entre les salariés qu'on retrouve dans les prises de décisions où chaque personne a autant de poids sur les décisions qui sont prises et puis il y a une égalité de salaire, une égalité de revenu.

Combien êtes-vous de salariés aujourd'hui ?

B. : Bonne question, ça bouge tous les mois. On a démarré à cinq permanents pas salariés, en 2010. Là, on est douze salariés. On a estimé, qu'en rythme de croisière on serait treize personnes salariées. Ça représente autour de neuf équivalents temps plein.

Tu as exposé des principes d'autogestion. Comment ça se met en route et qu'est-ce qui change entre une équipe de cinq et une équipe de douze personnes ?

B. : La première chose à laquelle je pense c'est l'outil par lequel on prend des décisions, qui est la réunion. On se rend compte, depuis qu'on est plus nombreux, que le fait de se réunir une demi-journée à toute l'équipe chaque semaine, n'est pas forcément pertinent, il y a à la fois des personnes qui ne se sentent pas forcée-

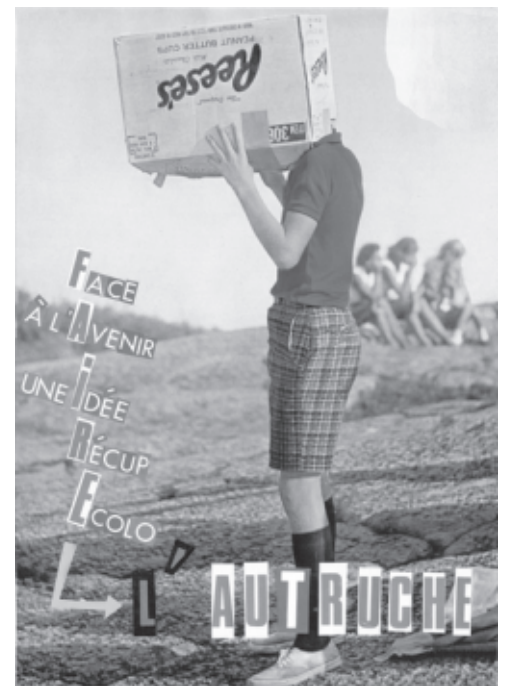
ment concernées par tous les points abordés. On a questionné la fréquence de la réunion et on a formalisé, là dernièrement, une organisation qui fonctionne en groupes thématiques. Il y a le groupe gestion sociale sur comment la structure gère ses salariés, il y a un groupe pour toutes les questions techniques, il y a un groupe sur les questions d'ordre économique et sur l'activité, voir ce qu'il se passe dans les autres ressourceries et comment on a envie de faire évoluer notre activité et avec quel modèle économique en face. Il y a le groupe sensibilisation et accueil et un dernier groupe qui est sur la collecte, l'organisation des débarras, des encombrants et aussi l'organisation de l'évacuation des objets, des déchets qui partent au recyclage directement depuis notre site : les déchets électriques et électroniques, les meubles et la ferraille et les métaux non ferreux.

Et puis pour te donner un exemple des choses qui nous ont poussé à nous réorganiser : sur les questions techniques ce n'est pas pertinent de discuter à 10 ou 12 de quelle solution on va choisir pour réparer le camion ou comment on va faire pour réparer une toiture, une fenêtre ou une porte.

David : La réorganisation qu'on a faite elle est assez... je cherche un mot autre que révolutionnaire ou bouleversante. J'aime pas trop le mot restructuration, parce que dans le monde capitaliste normal, ça signifie que t'as viré un tiers des employés pour faire plaisir aux actionnaires, mais en gros il y a eu un vrai changement, cette histoire de groupes et de missions. On admet qu'on ne peut pas tous tout faire. Il y a une séparation des centres d'intérêts, une séparation des tâches, parce que dans une semaine de 28 heures tu ne peux pas travailler dans tous les domaines.

Et vous avez l'impression d'arriver à prendre ce virage en restant quand même fidèles au principe ?

B. : C'est encore en cours de définition. Un travail que doit faire chaque groupe



c'est de définir quelles décisions il peut prendre seul et pour quelles décisions il doit s'en remettre à l'équipe et puis quelles informations il est tenu de retransmettre au reste de l'équipe. Donc là, ça reste à préciser encore, on fonctionne encore de manière intuitive, empirique. On essaie d'être compréhensifs, accepter que l'autre ait pu faire une erreur. Et puis globalement je crois qu'on a un niveau de confiance dans l'équipe qui nous permet de faire ce genre de choses.

Quand il y a une décision à prendre, est-ce que ça veut dire que vous discutez jusqu'à ce que tout le monde soit d'accord ?

B. : On parle plutôt de consentement qui est peut-être plus explicite, en tous cas pour moi, que le consensus parce que consensus ça fait comme une espèce de mayonnaise.

D. : Comme si tu allais trouver la solution qui convient à tout le monde alors qu'en fait non.

B. : La phrase qu'on entend souvent c'est « je suis pas d'accord mais je peux vivre avec et je consens à ce qu'on prenne cette décision ».

D. : En fait, selon la décision, tu vas en parler ou pas à tout le monde. Si tu veux acheter un lot de stylos à 17 € tu ne vas pas en parler à tout le monde, tu vas décider toi-même. Si tu veux acheter un truc à 60 €, tu vas en parler à ton collègue « ça te semble pertinent ? Ouais c'est bon. » Et si tu veux acheter un camion à 4000 €, bon là tu en parles à tout le monde.

Je voulais rajouter par rapport à l'auto-gestion, le roc insubmersible qu'on a, pour moi, c'est l'égalité de salaires. Là en se réorganisant, on a mis un petit coup dans sa gueule à la polyvalence mais c'est bien parce que, de fait, on ne va pas obliger quelqu'un qui n'a jamais eu d'affinité avec les ordinateurs à faire de l'administratif qui passe aujourd'hui par un ordinateur. Il y en a qui ont mal au dos ou sont trop vieux pour porter des buffets, on ne va pas leur faire porter des buffets.

B. : On parle de tronc commun. L'idée c'est que tout le monde fasse un peu de collecte, que chacun dans ses rayons fasse de la valorisation.

Valorisation, tu peux expliquer ?

B. : C'est transformer ce que les gens apportent comme étant censé être un déchet pour le remettre dans le circuit : quelquefois ça nécessite juste de le mettre en rayon, bien agencé à côté d'autres objets et parfois ça nécessite une réparation, un test, un nettoyage.

Donc il y a ce tronc commun là et la vente. C'est le circuit des objets, toutes les étapes qui permettent le réemploi des objets.

Ce qui est intéressant, c'est quand la polyvalence est qualifiante. Avant on avait tendance facilement à changer de tâche, pas tous les ans mais presque, et ce n'est pas forcément qualifiant. Maintenant je sais que je suis référent de ce groupe-là pour un moment et du coup je vois mieux comment apprendre et me former.

Cette manière de travailler n'est pas courante. Est-ce que vous vous diriez qu'il y a quelque chose de militant à Court-circuit ?

D. : Moi je dirais que oui. On mélange du cérébral, c'est obligé quand tu remplis des dossiers, et de la manutention. Et nous aujourd'hui on pose que tout le monde

doit avoir le même salaire, que tout le monde doit avoir la même considération, le même niveau d'information et la même reconnaissance. Pour moi, c'est militant parce que ça va à contre-courant du fonctionnement général des entreprises.

B. : Moi je sais qu'il y a des entreprises qui ont des fonctionnements assez proches du nôtre mais qui, pour autant, ne le mettent pas particulièrement en avant. Là où nous on a un fonctionnement particulier, c'est avec l'égalité de salaire et l'idée qu'il n'y a pas de hiérarchie, et ça, c'est pas commun. Même si pour moi, ça questionne un peu. Aujourd'hui on n'a pas de convention collective et en ça on est à la limite de la légalité. Mais si on rentre dans une convention collective, il y a de fait une augmentation liée à l'ancienneté. On n'aurait plus le même salaire. Donc plutôt que d'avoir une égalité de salaires, c'est une égalité de règle : quand elle commence, quelle qu'elle soit, la personne commence au SMIC et petit à petit ça augmente. Mais du coup on reste dans l'égalité de salaire. Après pour moi ça reste une question, j'ai pas fini d'en faire le tour.

Et puis de fait on fait le choix de faire partie du réseau REPAS¹ qui fait la promotion de l'auto-gestion. C'est un investissement de la part de la ressourcerie, on y consacre du temps salarié en retour ça nous apporte plein de choses qui ne sont pas mesurables financièrement.

D. : Et après, politiquement, on est d'office très écolo aussi. On est contre le système de consommation actuel du coup on est anticapitalistes.

Mais ce système, comme tout le monde, vous avez aussi un pied dedans. Comment vous vous arrangez avec ça ?

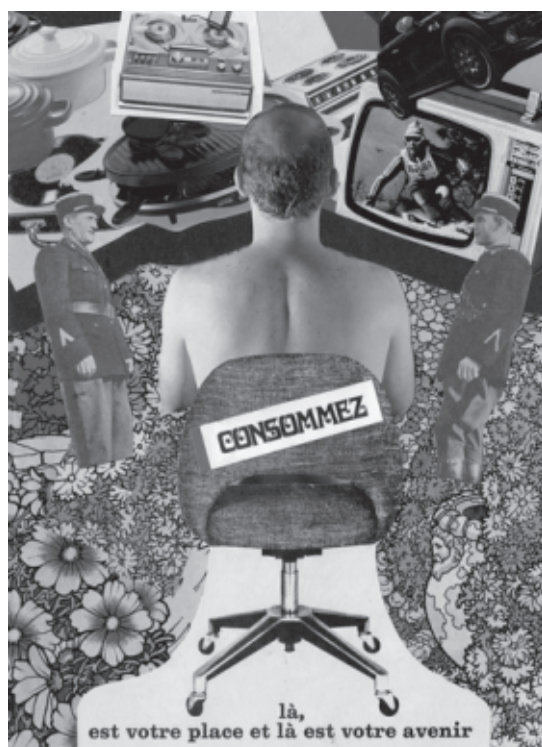
D. : C'est sûr, on est anti-consumériste mais on aide à ce que les gens consomment. Et plus ils vont consommer et plus ça sera valorisant pour nous, au-delà de l'activité que ça crée, qui paye nos salaires.

B. : J'ai récemment pris conscience que, par rapport à cette idée de bousculer les habitudes de consommation, je n'ai pas l'impression d'avoir bousculé grand-chose.

Enfin parler de sensibilisation à la surconsommation, ça me parle plus que sensibilisation à la réduction des déchets, parce que c'est prendre le problème en amont, et de manière plus globale.

Après, la question qui se pose, c'est notre place à Felletin, avec les voisins, avec les clients, comment on reste en lien avec des gens très différents, tout en affirmant une critique de la surconsommation. Personnellement, je reste en recherche sur ces questions.

D. : Il y a ce truc entre les « néos » et les « autochtones » et de fait, quand on fait du commerce, on est avec les « autochtones » aussi. On est liant. Après, la surconsommation c'est quelque chose qui commence à être un peu connu. Il y a une espèce de culpabilité, mais le chiffre d'affaire des grosses boîtes continue d'augmenter.



Une grosse partie de votre travail est de collecter, brasser, trier des déchets, c'est à dire de gérer les poubelles de la société marchande. N'est-ce pas un peu désespérant ?

B. : Moi j'ai eu la chance de faire une pause de trois ans pour construire ma maison et je suis peut-être un peu plus « frais » que d'autres sur ces questions-là.

Mais il y a des personnes dans l'équipe qui disent clairement qu'elles en ont marre de gérer les déchets des autres.

D. : Après ce n'est pas que des sacs poubelles qu'on trimballe. Il y a des beaux objets, moi je m'occupe des livres et je suis assez content. C'est comme tous les métiers répétitifs, si tu as de la diversité, tu peux durer longtemps. Et faut faire des pauses. Le vendredi matin en boutique, avec tout le monde qui veut acheter, acheter, acheter, c'est angoissant t'as l'impression d'être Amazon. Ou se taper des débarras, porter des trucs lourds tout le temps... Faut pas faire que ça.

B. : Au début du premier confinement, on s'est dit « qu'est ce qui se passe, jusqu'où la crise va aller ? ». On s'est demandé si on allait avoir moins d'objets à rentrer parce que les gens allaient plus garder, mais finalement ça a continué comme avant.

D. : La seconde main c'est un secteur économique qui se développe. Tu as des grandes surfaces qui se mettent à vendre des choses de seconde main. Auchan et Leclerc, ils ont des rayons de vêtements. Tu as des grosses boîtes à l'échelle nationale qui se montent pour récupérer des trucs et les revendre, alors tu as des applis, tu dis j'ai ça et ça, les mecs viennent le récolter chez toi, ils te payent à la tonne, par exemple pour les livres. Y a des lois qui passent mais les petites structures comme nous ne sont pas considérées dans ce cadre-là. Si tu arrives et que tu peux proposer mille emplois à l'échelle nationale, avec un *business plan* et tout ça, on va t'entendre et on va dire la seconde main c'est important. Mais nous... Par contre au niveau local, les institutions comme la mairie, la comcom, on a toujours de l'écoute. À la comcom, il n'y a plus un rond, donc ils nous disent juste « continuez c'est bien ».

B. : Ça fait un moment qu'on veut mettre en place des composts collectifs, et même du temps où on pensait que la comcom avait des sous ça ne se faisait pas. La prévention sur la réduction des déchets ne représente pas grand-chose dans tout ce qu'ils ont à faire, et du coup ça passe à la trappe. Aujourd'hui de toute façon, comme la comcom n'a plus de sous, ça complique sacrément. On participe à la dynamique « Felletin en transition » lancée par la mairie et on va essayer de faire des choses à petit budgets avec d'autres financeurs que la comcom.

Sur le rapport aux institutions justement, vous dépendez beaucoup de subventions ?

B. : Sur le compte de résultat, en gros 95 % des recettes sont liées à l'activité, et 5 % d'aide à l'emploi. Après l'activité c'est aussi bien la vente d'objets, à peu près 150 000 euros sur l'année, que l'accueil du public, sur des ateliers de réparation par exemple, sur la transmission de savoirs-faire, qui sont financés par la CAF ou le ramassage des encombrants, qui est une prestation de service pour la com-com. Ces activités de prestation représentent autour de 50 000 euros en tout, qui ne sont pas des subventions même si elles viennent de collectivités publiques.

De l'extérieur, ça crée une situation un peu étonnante : vous défendez un fonctionnement sans hiérarchie et un rejet de la société de consommation, et vous considérez comme des partenaires des collectivités hyper hiérarchisées, dont les politiques publiques poussent à la production et à la consommation, notamment autour du numérique, qui crée des déchets de manière invraisemblable...

D. : On est tous un peu schizophrènes, nous même on consomme. Quand tu rencontres l'institution qui est un maillon de la chaîne capitaliste, qui détruit la planète, l'humain que tu rencontres est d'accord avec toi pour dire qu'on consomme trop et qu'il faudrait réduire. Mais la machine est en route et pour la freiner... Il y a avant tout une énorme hypocrisie, surtout aux échelons les plus élevés.

B. : Il y a un plaidoyer qui a été porté par le réseau des ressourceries au niveau national, notamment par rapport aux nouvelles pratiques des supermarchés, pour éviter la concurrence sur le gisement d'objets, mais il n'y a pas pour autant un discours assez radical sur la question des modes de consommation. Ils voient les déchets comme un moyen de faire vivre et de faire travailler les gens... Mais ça serait intéressant de voir comment bousculer les collectivités sur ces questions de surconsommation.

Le mot de la fin ?

D. : Pour moi il y a pas de grand soir possible à travers la ressourcerie, par contre je me dis que si il y a un grand soir, je suis prêt. Je suis dans les starting-

blocks. Après ce qui est confortable en travaillant en ressourcerie c'est que je me sens en accord avec mes principes. Je ne travaille pas pour une boîte qui pollue, chez Orange ou chez Total. Je n'ai pas plus d'ambition que ça.

B. : Dans ce qui me donne envie d'aller au boulot le matin, il y a surtout l'équipe, le fait de prendre soin les uns des autres. Et puis les questions d'accueil, le fait d'avoir un lieu où finalement on résiste un peu. Par exemple, pendant le confinement, parmi les « espaces de vie sociale », on est les seuls à rester ouverts. On essaie de voir les marges de manœuvre qu'on a dans un cadre donné.

1. Réseau d'Échanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires.

Le Réseau d'Échanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires (ou REPAS), fondé en 1994, est un regroupement d'entreprises, d'associations et de coopératives.

Il regroupe une trentaine de structures en France, dans des domaines divers : la scierie Ambiance bois, la coopérative textile Ardelaine, la boulangerie La conquête du pain, le café-épicerie Le champ commun, deux ressourceries, plusieurs fermes et d'autres structures encore.

Toutes partagent la nécessité de rechercher un rapport au salariat et à la production émancipé des injonctions libérales. La plupart sont des coopératives et portent dans leurs organisations de travail la volonté de rompre avec les modèles de management hiérarchisés. Le réseau organise un compagnonnage alternatif et solidaire au sein des structures qui le composent. Des formations visant à partager les apprentissages concrets de la culture coopérative (auto-gestion, vie en collectif...) se déroulent aux cours des activités quotidiennes de chaque structure.

À cela s'ajoute la publication de livres et témoignages d'expériences alternatives et solidaires, auprès de la maison d'édition Éditions REPAS, dans la collection « Pratiques utopiques ». Éditions Repas, 4 allée Séverine 26000 Valence. <http://editionsrepas.free.fr>

Une pandémie silencieuse

RÉCEMMENT, le journal *La Montagne* a consacré sa une au cancer. Comme d'habitude lorsque ce sujet est abordé, il s'agissait de nous rassurer sur le fait qu'on nous soigne de mieux en mieux, et que les avancées technologiques et scientifiques dans ce domaine permettent de guérir de plus en plus de personnes. Pourtant, l'explosion du nombre de cas est telle, que le nombre total de morts ne cesse d'augmenter. Le cancer fait partie des maladies appelées non transmissibles, au même titre que le diabète, les maladies cardio-vasculaires, l'obésité, les maladies respiratoires chroniques, etc.

Le caractère de pandémie mondiale des maladies non transmissibles a été reconnu par l'ONU lors de son assemblée générale à New York le 20 septembre 2011 : « *Nous, chefs d'États et de gouvernements, reconnaissons que le fardeau et la menace que les maladies non transmissibles représentent à l'échelle mondiale constituent l'un des principaux défis pour le développement au XXI^e siècle.* »¹

Pourtant, dans la période que nous vivons depuis maintenant plus d'un an, on nous abreuve de chiffres concernant le coronavirus, mais bien que les co-morbidités soient unanimement reconnues comme un facteur de vulnérabilité au virus, jamais elles n'apparaissent dans ces chiffres. Si on veut vraiment tenir cette comptabilité morbide, il serait plus honnête de dire que les personnes meurent du cancer et de la covid-19, de l'asthme et de la covid-19, de l'obésité et de la covid-19...

Par ailleurs dans les normes sanitaires qui sont imposées à tous depuis de longs mois, rien n'est jamais évoqué concernant les maladies non transmissibles. C'est très compréhensible, car il faudrait pour le faire, revoir toute notre organisation sociale, apprendre ou réapprendre à vivre plus simplement. En effet, ces maladies sont reconnues depuis longtemps déjà comme des maladies de société, dont l'explosion à un niveau pandémique depuis quelques décennies, est liée à nos modes de vie.

Dans son livre *Comment naissent les maladies*², le Pr Belpomme, analyse les raisons de cette explosion et il réfute plusieurs thèses mises en avant par les autorités et relayées par les médias dominants :

- Il réfute tout d'abord la thèse du vieillissement de la population, qui affirme que le nombre de malades augmente parce que nous vivons plus vieux. Or, certaines de ces affections comme le cancer, le diabète, l'asthme, surviennent de plus en plus fréquemment chez des sujets jeunes, enfants ou jeunes adultes.

- Il réfute également l'explication génétique, selon laquelle les personnes développeraient une maladie parce qu'elles auraient une prédisposition génétique. Pourtant, en seulement 25 ou 30 ans c'est à dire une génération, les facteurs génétiques n'ont pas pu se modifier au point de rendre compte de l'actuelle pandémie de ces maladies non-transmissibles. Et par ailleurs, « *parmi les personnes qui présentent une susceptibilité génétique au cancer, la plupart sont atteintes de cancers environnementaux, car le rôle des gènes de susceptibilité est d'activer les agents pro-cancérigènes présents dans l'environnement.* »

- Il réfute enfin la thèse du comportement individuel, qui attribue aux habitudes individuelles (comportements à risque, mauvaise alimentation, sédentarité, etc.) l'apparition de ces maladies. Tout d'abord nous ne sommes pas tous égaux socialement, pour contrôler ces facteurs qui dépendent aussi du lieu où nous vivons, de nos conditions de travail, de nos possibilités d'accéder à une nourriture saine. Et par ailleurs, si on prend le cas de l'obésité, où cet aspect de responsabilité individuelle est fréquemment évoqué, elle ne relève pas seulement de la prise d'aliments caloriques en trop grande quantité, mais aussi de facteurs environnementaux, avec par exemple la présence dans le corps de perturbateurs endocriniens et cela parfois dès le stade fœtal.

Il conclut en affirmant le caractère essentiellement environnemental de la prolifération des maladies non transmissibles, l'environnement étant entendu comme toute cause extérieure acquise par l'organisme c'est à dire dont l'origine n'est ni héréditaire, ni liée au hasard.

Parallèlement, on sait qu'il y a un lien entre le développement des maladies infectieuses telles que la covid-19 et les activités humaines qui accélèrent l'effondrement de la biodiversité, (déforestation, urbanisation, agriculture intensive et globalisation des échanges).

Dans son livre *La fabrique des pandémies*³ Marie-Monique Robin démontre que la destruction des écosystèmes est à l'origine des zoonoses (maladies infectieuses transmises par des animaux aux humains).

Or, dans les mesures qui nous ont été imposées, c'est la responsabilisation et culpabilisation individuelles qui sont au premier plan. Chacun est garant par sa « bonne conduite » de sa santé et de celle des autres et gare à celui qui questionne le bien fondé des mesures prises ou qui s'inquiète des conséquences de ces mesures sur la santé psychique de tous, sur le développement des plus jeunes, sur



La médecine moderne ne nie pas l'influence de la lune sur le comportement de certains humains

Artificialisation de l'espèce humaine : état des lieux

Texte publié par Pièces et main d'œuvre sur son site internet le 19 juin 2021¹

la survie économique des plus fragiles, sur l'imposition d'une société de plus en plus numérisée où tout doit se faire à distance, il est vite taxé de complotiste ou d'égoïste inconscient, responsable de la situation critique dans les hôpitaux.

Dans le même temps, à l'échelle même de la Creuse des décisions continuent d'être prises qui vont dans le sens d'une dégradation accélérée de nos lieux de vie. Par l'autorisation de porcheries industrielles, l'implantation de champs de panneaux photovoltaïques sur des terres agricoles, les coupes rases et la plantation en monoculture de résineux, le développement à grande échelle des éoliennes ou de la géothermie profonde, les projets nocifs ne manquent pas.

Seule la remise en cause radicale de notre manière de cultiver, de nous nourrir, de nous vêtir, de nous déplacer, de nous soigner, de communiquer, de nous instruire, d'envisager le travail, pourra nous permettre de faire face au double fléau des maladies non transmissibles et des maladies infectieuses. C'est un leurre de penser ou de laisser croire que nous pourrions nous en protéger tout en continuant à vivre de la manière qui nous a menés dans cette impasse.

CAROLINE

1. *Toxique planète, le scandale invisible des maladies chroniques*, André Cicoletta, Seuil, 2013

2. *Comment naissent les maladies*, Pr Dominique Belpomme, Les Liens qui Libèrent, 2016

3. *La fabrique des pandémies. Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire*, Marie-Monique Robin, La découverte, 2021.

ALORS QUE LE PARLEMENT FRANÇAIS s'apprête à voter définitivement la loi de bioéthique, (...) l'artificialisation de l'espèce humaine progresse, loi ou pas loi, dans les laboratoires et les esprits.

Dans les labos, plusieurs équipes, dont une de l'Inserm à Lyon, ont créé des embryons chimériques homme-singe, et publié leurs exploits en janvier et avril 2021. Un « espoir » pour la création d'organes humains dans des corps animaux.

D'autres, aux États-Unis, ont créé des embryons humains artificiels à partir de cellules-souches embryonnaires et de cellules-souches pluripotentes, et même de cellules de peau adulte (Nature, 17/03/21). Un « espoir » pour la création d'embryons en série et un tri optimum.

D'autres encore, en Israël, ont fait survivre plusieurs jours des embryons de souris dans un utérus artificiel. Un « espoir » pour la production d'enfants en laboratoires, de la conception au démoulage.

Dans les esprits, la reproduction artificielle avance grâce aux efforts des idéologues technologistes, à l'extension de l'offre et à l'exemple des vedettes.

Jean-Louis Touraine, député-médecin LREM et rapporteur de la loi de bioéthique 2021, prédit que les hommes trans auront bientôt accès à la PMA, et les veuves à la PMA post mortem. On peut le croire, puisque les révisions des lois de bioéthique servent précisément à autoriser ce que les précédentes versions interdisaient.

Naomi Campbell, qui vient d'avoir un enfant à 50 ans (on ignore par quel moyen), confirme ce qu'elle disait en 2017 : « Avec le progrès de la science, je pense que je peux le faire quand je veux ». Un modèle pour toutes celles « qui le valent bien », elles aussi.

Le magazine Causette, qui milite pour la maternité solo « hors du cadre patriarcal », se félicite quant à lui que les pays ayant légalisé la PMA pour femmes seules voient « le nombre de femmes créant leur propre famille monoparentale » augmenter fortement. Ainsi au Danemark, des jeunes femmes de moins

de 30 ans programment désormais leurs enfants sans collaboration masculine. En 2020, 44 % des clientes françaises de la banque de sperme Cryos étaient des célibataires. Le confinement a boosté l'e-commerce.

Il ne reste qu'à voter la loi, ce « marqueur sociétal fort », insiste Le Monde, c'est-à-dire la fausse éthique qui donnera à ce secteur techno-industriel en plein développement le label pseudo égalitaire, progressiste et inclusif qui distingue la technocratie de gauche de celle de droite.

Comme prévu, le Sénat réitérera son rejet de la loi puis l'Assemblée nationale adoptera définitivement celle-ci, en principe le 29 juin. Certains décrets d'application sont paraît-il déjà prêts.

En attendant, vous pouvez lire « *Le Droit à l'oncle* » d'Anselm Jappe, et « *Alertez les bébés ! Objections aux progrès de l'eugénisme et de l'artificialisation de l'espèce humaine* » (à commander chez votre libraire ou à Service compris par correspondance).

Pièces et main d'œuvre

Commande par correspondance :
Envoyez vos coordonnées et un chèque de 12 € + 2,50 € de frais de port (14,50 €) à l'ordre de Service compris : Service compris BP 27, 38172 Seyssinet-Pariset cedex

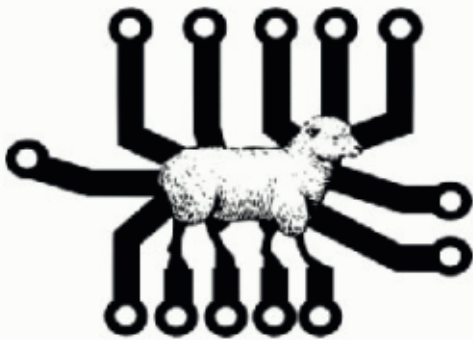
1 Titre donné par Creuse Citron



Crise sanitaire... en agriculture on connaît !

IL Y EN A EU PLUSIEURS et parfois médiatisées: vache folle, grippe aviaire, peste porcine, FCO...

Au début, c'est des bruits que l'on se transmet, inquiétants : un ami a un voisin qui connaît quelqu'un qui a vu ses bêtes mourir, il n'a rien vu venir, il pense que c'est venu avec un nouvel achat... Puis l'administration entre en scène. On l'attend pour savoir ce qu'il en est réellement et mettre en place des parades, le sacrosaint Protocole. On sait enfin ce qui se passe, ou du moins on suppose : historique, chiffres, cause. Du travail de pros, ça donne confiance et envie de collaborer aux mesures imposées. Des mesures qui consistent à isoler les cas, éradiquer les vecteurs, les pathogènes et mettre en place des procédures, des normes et de la surveillance.



Évidemment, à chaque crise, on est inquiet et on voudrait faire au mieux pour éviter l'hécatombe. Ce stress empêche parfois d'écouter d'autres voix qui nous embrouilleraient et amèneraient confusion, augmentant l'angoisse. Mais on cherche à comprendre, notre bon sens relève des incohérences, des cas moins dramatiques, des situations douteuses. On prête oreille à d'autres versions. Certaines sont fantaisistes mais d'autres émanent de personnes qualifiées. Pourtant, alors que la situation s'avère complexe, l'État ne relaie qu'une vérité et ses solutions.

Il est alors confortable de se laisser prendre par la main, se laisser féliciter de notre respect des règles. On n'est plus vraiment responsable de son troupeau. Et l'irresponsable devient celui qui rechigne à suivre les directives qui s'appuient sur l'hyper-rationalisation : un découpage de nos activités en étapes traçables tel un travail à la chaîne, ne tenant aucun compte des éléments « non gérables » comme le temps, la géologie... et sur une panoplie de techniques d'hygiène liées à la gestion de masse. Alors même que l'ampleur de la catastrophe semble liée à la fragilité de nos élevages (rusticité, immunité, concentration, toxicité), la logique de l'élevage moderne n'est pas mise en cause.

La vague de la crise s'éloigne et que reste-t-il ? Les normes. Et même si souvent beaucoup doutent de leur utilité, tout le monde fait semblant de les appliquer (sauf ceux qui ne peuvent pas économiquement ou par état d'esprit) pour ne pas être mis à l'index, sanctionnés lourdement ou accusés d'être une nouvelle d'infestation.

Avec la crise du Covid-19, j'ai eu l'impression de revivre la crise de la FCO :

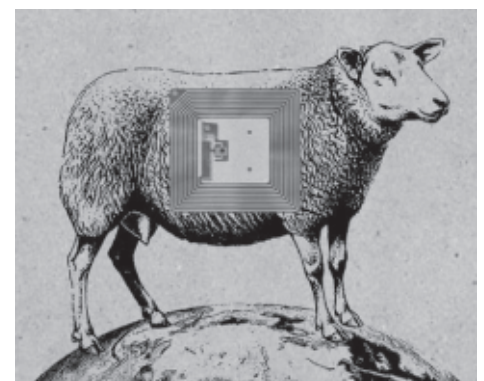
- Une menace réelle, mais inégale (virus parfois virulent, parfois non)
- Une mise en place de règles strictes (abattage/confinement) mais pas toujours suivies de par leur impossibilité ou absurdité, et cependant imposées par des sanctions
- Une négation de principe de vie : accepter la maladie et la mort des plus faibles, construire son immunité et continuer à vivre ensemble
- Une haine des plus apeurés qui cherchent un coupable (un peu désigné...)
- Des bons élèves qui font du zèle, sur-enchérisant les règles et veillant à leur application

Des professionnels qui prennent le

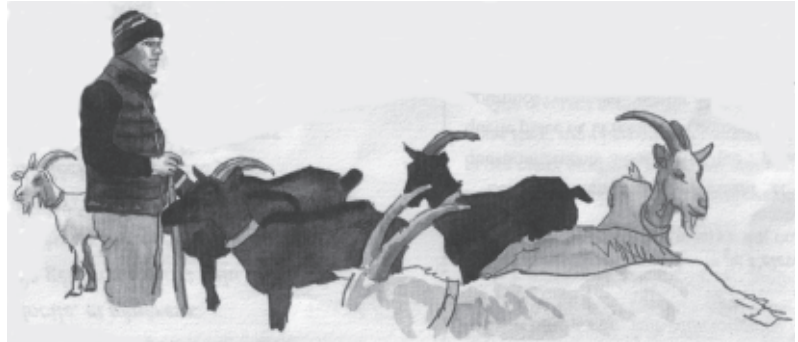
risque d'une parole dissonante et pourtant étayée (Professeur Raoult / Gie Zone Verte).

Et pour encadrer le tout : la montée en puissance du numérique. Ce que porte cet outil de contrôle social, de surveillance, de fichage, d'efficacité, de rapports désincarnés, de divertissements a eu l'engouement que nous redoutions. Plus nous perdons le droit de faire et plus nous perdons le savoir faire, plus nous perdons en autonomie, plus nous pouvons être fragilisés et demandeurs de prise en charge, quitte à y laisser notre liberté, nos imperfections. Le confinement accentuant l'isolement, le réconfort des contacts à distance est venu entraver les tentatives de retour à notre environnement proche (relationnel/ alimentaire). Entretenir la peur de la mort a précipité l'acceptation de traçage et se sachant surveillés nous nous habituons à limiter nos pensées. Sans parler de la catastrophe écologique que la massification du numérique accentue dramatiquement. Le monde qui se met en place paraît bien sombre. Je ne sais pas ce qu'est réellement l'essence de notre humanité mais être à l'air libre et se côtoyer me paraît indispensable... ou alors un autre humain est possible.

CHRISTINE



Faut Pas Pucer est dépassé



VOILÀ DIX ANS que le groupe FPP essaie de susciter de l'agitation autour du puçage des animaux d'élevage. Ce n'est pas seulement cet aspect qui nous intéressait mais il donnait la possibilité de déplier des arguments moins agricoles et de prendre cet appui pour critiquer l'emprise de la gestion de nos vies et de l'informatique, des logiques administratives qui s'immiscent et s'imposent partout, à quiconque, quelle que soit notre activité, en présentant toujours les mêmes prétextes.

Notre parole a eu de l'attention. Elle était le fruit d'un travail : des discussions pour comprendre, se confronter, des éclairages historiques, des rencontres... Cela n'a pas empêché d'être parfois incompris et considérés comme trop radicaux, comme sur notre rejet des différents types de contrôle (étatique, citoyen, participatif...). Nous ne cherchions pas à éviter le conflit, puisqu'il permet parfois de clarifier les points de vue. Notre travail de fond, s'il a pu en décourager certains, nous semble le fondement de notre capacité à refuser publiquement des obligations bureaucratiques, à soutenir ceux qui se mettent sur le devant de la scène sur leur ferme, dans leur travail. Nous faisons régulièrement le point sur ce que chacun se sentait de tenir face à l'administration et même si on pouvait se sentir poussé par le groupe, la démarche permettait un retour sur nos ressentis. Notre façon de faire était lente (difficilement compatible avec le rythme de beaucoup d'activités militantes), tissée par des réunions régulières, fréquentes et pantagruéliques. Cela nous a permis de produire collectivement des analyses, textes et prises de positions claires.

Nos rencontres bimensuelles ont créé une complicité forte. Peut-être est-ce pour cela qu'il n'était pas facile de nous rejoindre. Nous y avons clarifié les choses que nous voulions vivre, celles que nous ne voulions pas et ce vers quoi nous souhaitions aller. Nous avons vu concrètement ce qu'est l'implication, le conflit, la solidarité, la rencontre, l'amitié, les rigolades et tant d'autres choses qui nous ont permises d'avancer. Nous avons tenté, avec plus ou moins de succès, de faire des liens avec d'autres

groupes. Aujourd'hui nous sommes découragés par la résignation ambiante et le fait que nos positions n'ont pas fait bouler de neige alors même que le carcan administratif et numérique nous enserre toujours plus, donnant raison à nos critiques.

Ce que nous défendons se trouve dépassé et l'actuel COVID a accéléré ce que nous redoutions. En partant de la situation actuelle de l'élevage, nous ne voyons plus comment peser sur les problèmes que nous avons soulevés (traçabilité, enfermement bureaucratique, délire algorithmique, invasion de quincaillerie électronique, etc.). Nous avons parlé à plusieurs reprises de la vie hors-sol des humains, en prévenant que ce que nous faisons aujourd'hui aux animaux nous le ferions peut-être demain aux humains. Quelques mois d'état d'urgence sanitaire nous ont beaucoup rapproché des veaux en batterie.

Nous avons perdu mais nous n'arrivons pas à capituler. Si nous avons mené toutes sortes d'actions : réunions publiques, projections de film, occupations des administrations, théâtre-forum, interventions publiques, publications de textes, émissions de radio, participation à des intercollectifs, soutiens collectifs aux contrôles..., il nous faut faire le constat que l'énergie n'est plus aussi présente. A cela s'ajoute des contextes difficiles pour quelques membres du groupe actuel, un étalement géographique qui augmente encore, des engueulades et des points de vue divergents. Certains se sentent toujours plus isolés, en décalage avec le monde qui les entoure et d'autres pensent que l'opposition au tout numérique commence justement à prendre un peu de poids (linky, 5G, écrans...).

Nous arrêtons donc nos activités publiques mais nous restons solidaires les uns des autres. Les refus que nous avons défendus publiquement exposent toujours les

éleveurs à des sanctions. Ceux parmi nous qui ont pucé leurs brebis ne l'ont fait que le temps d'un contrôle, les autres pas encore. Les divers soutiens nous ont permis d'avoir une cagnotte qui nous permet de voir venir plus sereinement le prochain contrôle, après, on verra...

La défense de l'agriculture paysanne reste pour nous vitale, les attaques sont multiples : biosécurité, production industrielle, anti-spécisme, viande artificielle, agriculture 4.0, concentration du foncier... Il nous paraît primordial d'être plus nombreux à faire de l'agriculture avec des tracteurs de 40 ans... ou sans. Les chantiers pour se retrouver ne manquent donc pas : rendez-vous en 2024 à la fin du 18ème confinement !

... ou même un peu avant :

Sur des fermes, on met en place un compagnonnage.

Partager des idées, c'est bien mais ça ne suffit pas. On aimerait aussi partager des ressentis, des aspects techniques, des débrouilles qui nourrissent nos positions politiques. La paysannerie n'est pas de tout repos mais nous semble une voie essentielle pour ne pas bousiller définitivement l'avenir.

Hors des murs en parpaings des établissements de formation et des sentiers glyphosatisés, nous voulons, en accueillant sur nos fermes, proposer d'autres visions et pratiques non formatées de l'agriculture. Nous espérons ainsi contribuer à maintenir une paysannerie enviable.

N'apprenons plus à décorer les cages, scions les barreaux !



De l'« Île grande » (Hiro-shima) à l'« Île du bonheur » (Fuku-shima)

« *L'histoire complète du Manhattan Project, des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, des catastrophes nucléaires de Maïak en 1957, Three Mile Island en 1979, Tchernobyl en 1986, Fukushima en 2011, reste à établir. C'est sur cette faille historique que s'est mis en place le négationnisme nucléaire.* » (Jean-Marc Royer)

Docteur Schweitzer and Mister Hida

LE DOCTEUR SHUNTARO HIDA, médecin « au service du peuple » qui affirmait que « vivre longtemps et en bonne santé est une revanche contre ceux qui ont fait exploser la bombe atomique pour nous tuer », est mort centenaire en 2017.

Inspiré par Albert Schweitzer, parti vivre en Afrique pour soigner les populations atteintes de maladies infectieuses, il s'inscrit à l'Université de médecine. Souhaitant devenir « un médecin au service du peuple », il crée dans un quartier pauvre de Tokyo le « Groupe d'études pour la santé des enfants ». Son succès amène le Ministre de l'Éducation à l'obliger à le fermer : « ce genre d'idée est très dangereux pour le pays ».

Son antimilitarisme l'amène à protester contre les deux heures par semaine obligatoires pour l'entraînement militaire. Pour lui « apprendre les bonnes manières », en 1942 il est incorporé à l'âge de 27 ans, malgré son opposition : « C'est la guerre qui nous fait considérer un être humain comme du consommable ». Convoqué par son commandant pour omission de garde-à-vous, il explique que « l'information n'est pas arrivée à mon cerveau, qui n'a pu m'ordonner le salut », il est alors affecté à l'École de médecine militaire d'Hiroshima.

Les « fantômes » d'Hiroshima

6 août 1945, Hesaka près d'Hiroshima, 8 h :

Le Dr Hida se réveille dans une ferme du village, où il a dormi après y avoir soigné une fillette. Dans le magnifique ciel bleu, un B29 approche lentement.

Hesaka, 8 h 15 :

« Un éclair me transperce les yeux, une chaleur intense s'abat sur mon corps. Au-dessus d'Hiroshima une grand cercle de feu flotte, un énorme nuage noir submerge maisons, fermes, bois, bocages, rizières. Un cyclone souffle poussières et sable ».

Il est projeté au fond de la maison, le toit est emporté, une poutre le protège.

Il décide de partir en vélo aider les blessés de ce qu'il pense être une bombe classique extrêmement puissante. En bas d'une descente, il aperçoit une silhouette se dirigeant vers lui : « Un fantôme avance vers moi, se balançant de droite à gauche, bras tendus comme un zombie en haillons, le visage sans nez, ni bouche, juste deux bosses à l'emplacement des yeux. Il tombe à mes côtés, ce qui pend ne sont pas des bouts de tissu, mais sa peau ».

Il croise de plus en plus de fantômes totalement brûlés, tendant les bras devant eux. Bientôt il ne peut plus progresser. Au seuil de la folie, il décide de continuer en marchant dans la rivière : « Des corps flottent au fil de l'eau, s'échouent sur la berge. Des créatures titubent, s'effondrent,

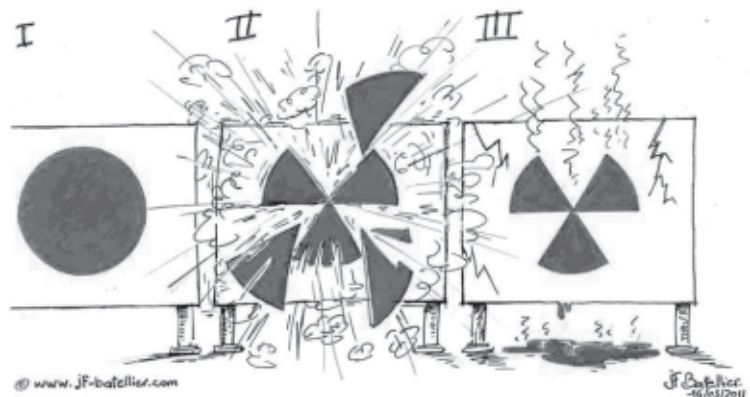
rampent. Des ombres sans visage ni voix me dépassent ».

La ville est entièrement détruite, seulement les restes d'un immense brasier. Il rencontre un officier de l'hôpital militaire dont il ne reste plus rien (sur 1 500 personnes, soignants et malades, 17 seront « sains et saufs »). Celui-ci lui demande de retourner à Hesaka où se presse une multitude de blessés.

La « peste atomique »

Au village s'entassent des milliers de personnes, carbonisées et couvertes de sang : « Les gens mouraient sans avoir compris pourquoi. Leurs regards étaient remplis de regret et de haine ». Il n'y a que trois médecins et, pour les aider, des femmes et des hommes âgés, les plus jeunes étant au front. Les survivants ont des morceaux de verre fichés partout dans le corps, qu'il faut leur extraire.

Les premiers symptômes d'une « épidémie » inconnue apparaissent après quelques jours : énorme fièvre supérieure à 40 degrés, saignements de nez, de la bouche, des yeux, cheveux partant par touffes, taches violettes sur le corps. La





plupart meurent rapidement après cette apparition.

Le Dr Hida constate que les décès se produisent dans des temps rapprochés pour des personnes se trouvant à égale distance du « ground zero ». Il apprend alors qu'a été larguée une bombe atomique en écoutant une émission américaine retransmise par une radio japonaise : « *Nous comprenons alors le rôle des radiations externes, mais nous ignorons encore ce que sont les radiations résiduelles* ».

Il s'aperçoit que des soldats ou des habitants en recherche de leur famille, arrivés à Hiroshima plusieurs jours après l'explosion, décèdent : « *Aujourd'hui je sais qu'ils ont été affectés par les radiations internes en respirant, en buvant de l'eau, en mangeant des légumes des champs* ».

Il commence à se sentir mal. Quatre collègues lui transfusent leur sang deux fois par jour et il échappe à la mort : « *Il fallait que je survive pour pouvoir dénoncer les effets mortels de la radioactivité* ».

Dès septembre, la « vérité » officielle s'impose : « *On ne constate plus d'influence physiologique des radiations résiduelles* », général Groves, responsable du « *Projet Manhattan* » qui a produit la bombe atomique, « *étape majeure de l'histoire du monde* » (voir *Creuse-Citron* n° 60).

Après Fukushima les nucléocrates et des scientifiques nient encore les dangers de l'irradiation interne, certains évoquant même l'effet bénéfique des faibles doses (« *Hormesis* ») !

Pestiférés et cobayes, les Hibakusha

En 60 ans d'activité le Dr Hida s'occupe de plus de 6 000 Hibakusha : « *Hi* » = « *affecté* », « *baku* » = « *bombe* », « *sha* » = « *gens* ». En plus de leurs graves problèmes de santé, ils subissent d'énormes difficultés dans la vie quotidienne (emploi, école, mariage) : « *Nous étions les traces de la défaite du Japon, on ne voulait ni nous voir, ni nous entendre* ». 350 000 après l'explosion, les effets génétiques font qu'il y en a encore 200 000 aujourd'hui.

Les connaissances sur les effets des radiations, externes ou internes, étaient inexistantes. Cependant 18 équipes médicales japonaises engagent dès la mi-août un vaste travail d'enquête auprès des survivants, dont beaucoup étaient absents d'Hiroshima à l'heure de l'impact. Leurs

centaines de rapports sont confisqués par les Américains dès qu'ils prennent le pouvoir le 15 septembre.

Le 19 septembre, le « *Code civil des libertés* » impose une censure totale afin d'« *empêcher la diffusion de nouvelles contraires à la vérité ou qui perturbent la tranquillité publique* ». Les États-Unis tiennent à dissimuler les effets de la radioactivité interne pour ne pas menacer la filière du nucléaire civil, qu'ils comptent développer et exporter, notamment au Japon où seront construits 55 réacteurs. Les rares témoignages paraissant dans la presse internationale sont dénoncés : « *Les Japonais poussent leur propagande pour créer l'impression que nous avons gagné la guerre de manière déloyale* », général Groves.

La bombe est un don du ciel :

« *Nous remercions Dieu pour nous avoir donné cette arme et nous prions pour qu'il nous guide dans son usage* », Harry Truman, 7 août 1945.

« *La bombe est un effet de la divine Providence et les pertes humaines des sacrifices offerts à Dieu afin de laver les péchés de l'humanité* », Dr Takashi Nagai.

Pour cette expérience « *in vivo* », tout a été scientifiquement préparé : 2 villes épargnées par les bombardements, altitude la plus efficace, heure où le maximum d'habitants sont à l'extérieur.

Traités comme du bétail, 120 000 Hibakusha subissent de nombreux examens dans un immense bâtiment construit sur une colline d'Hiroshima par la « *Commission des dégâts de la bombe atomique* ». Les cobayes ne sont pas soignés, n'obtiennent pas les données les concernant, ont l'interdiction absolue de dire ce qu'ils ont vu. Les résultats de ces recherches sur les cancers, la stérilité, le vieillissement, qui auraient aidé les médecins japonais ne sont pas rendus publics.

« Atom for peace »

Les américains imposent au Japon Matsumi Shoriky comme Ministre de l'énergie nucléaire. Ses « *compétences* » sont connues : partisan d'une dictature militaire avant-guerre, membre de la

police politique qui a écrasé syndicats et mouvements pacifistes. La CIA lui fournit des fonds pour créer un empire médiatique, support d'une intense propagande pour l'« *atome pacifique* » : dès 1957, le Japon commande 21 réacteurs aux États-Unis.

Le Dr Hida se rend à l'ONU en 1975 avec une délégation japonaise et propose – en vain – la tenue d'un colloque médical international sur l'irradiation interne. Deux ans plus tard, il réussit à organiser un symposium à Tokyo qui dénonce le rapport officiel de l'ONU : « *État réel de l'irradiation et état réel des irradiés* ».

Pour rassurer les populations après Three Mile Island, est adoptée une dose maximale de radioactivité de 1 msv/an (le Japon la portera à 20 msv/an après Fukushima). Un expert américain reconnaît : « *Cette dose ne correspond à rien, il s'agit d'une manœuvre pour que la production d'électricité reste rentable* », ce qui est confirmé par le physicien B.L. Cohen : « *Réduire la limite d'exposition d'un facteur 10 coûterait à l'énergie nucléaire 500 millions de dollars par an* ». Avec d'autres médecins et biologistes le Dr Hida affirme : « *Il n'y a pas de seuil pour les effets cancérigènes et les effets génétiques* ».

Après Fukushima, il constate la même attitude de l'État japonais que celle des USA après Hiroshima : affirmation que tout est maîtrisé, qu'une vie normale peut reprendre, adoption d'une loi sur les « *secrets d'État spécifiques* », assimilant au terrorisme la divulgation d'informations « *susceptibles de compromettre la sécurité de pays* », dont le nucléaire fait partie.

Une « *excursion nucléaire* » dans une centrale française aurait les mêmes conséquences.

Pourtant, après « *Atom for peace* », on voudrait nous vendre « *Atom for climate* » !

ÉLAN NOIR

En savoir plus :

Destin d'un homme remarquable – D'Hiroshima à Fukushima, Marc Petitjean, Éditions Arlea.

Émission de *Radio Libertaire* du 7 juin 2021 : <https://trousnoirs-radio-libertaire.org>.

5G : quand l'essentiel n'est pas dans *L'essentiel...*

Adressé aux maires et à tous les élus locaux¹

par Matthieu Amiech, conseiller municipal dans un village du Tarn

Mesdames, Messieurs,

LE 9 DÉCEMBRE 2020, le Ministre de l'Économie, des finances et de la relance, Bruno Le Maire, et le Secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, Cédric O, ont adressé un courrier à tous les maires du pays au sujet de la 5G. Leur lettre-plaidoyer est accompagné d'un « Guide à destination des élus » à l'enseignement du gouvernement : *L'essentiel sur la 5G*.

Cette brochure de 20 pages contient tout un ensemble d'informations et de partis pris qui méritent d'être commentés, confrontés à d'autres sources et à une vision plus complète des enjeux du très haut débit mobile. [...] Je me permets de m'adresser à vous, et de produire une réponse à ce Guide gouvernemental, alors que je suis un simple élu municipal d'une toute petite commune de 90 habitants, un simple citoyen en fait. Simplement, je me documente depuis quinze ans sur la « révolution numérique » permanente, ses enjeux, ses conséquences, dans le cadre de mon travail, de mes engagements, de l'éducation de mes enfants. Le résultat de ces recherches est que je pense qu'en général, les citoyens et leurs représentants minimisent les problèmes, souvent graves et insolubles, posés par le développement incessant des Technologies de l'Information et de la Communication. Au-delà de tel fait ou tel chiffre, le passage à la 5G est porteur d'un véritable projet de société. J'espère que ces quelques pages permettent de bien le comprendre.

I) Des réponses évasives à des questions de base

Commençons par examiner les réponses données dans la brochure gouvernementale à trois questions élémentaires sur le passage à la 5G.

Première question posée : « Est-ce que le déploiement de la 5G nécessite d'installer de nouvelles antennes ? »

Réponse : « La première phase de déploiement ne nécessitera pas d'installer massivement de nouveaux sites radios. Les opérateurs se serviront principalement des pylônes déjà existants pour ajouter les antennes 5G ou mettre à jour les antennes existantes. »

Cette réponse peut être vraie dans certaines campagnes où il s'agit dans un premier temps de renforcer le réseau 4G, là où il est absent ou peu développé. Mais à côté de cela, que ce soit dans les métropoles ou en zones rurales, les antennes sont bien en train de se multiplier. [...] L'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) oblige les opérateurs à construire 3 000 sites radio émettant en 3,5 GigaHz (fréquence spécifique à la 5G, nettement supérieure à tout ce qui se fait en 4G) d'ici 2022 ; 8 000 d'ici 2024 ; 10 500 d'ici 2025. Et 25 % de ces nouveaux pylônes devront se situer en zone peu dense ou industrielle.

Qui plus est, dans les villes (notamment les grandes) vont très vite pulluler les mini-antennes, posées par milliers sur le mobilier urbain, qui compléteront les grandes pour « porter » à destination les

ondes plus courtes caractéristiques de la 5G. Le nombre de stations de téléphonie mobile a déjà augmenté de 56 % entre 2015 et 2020 ; et le nombre d'antennes émettrices de 170 %². Nous sommes donc bien dans un processus d'installation massif de nouveaux pylônes, contrairement à ce que dit la brochure du gouvernement. [...]

Deuxième question : « Faudra-t-il obligatoirement changer son équipement ? ». Réponse du gouvernement : « la 5G restera un choix : choix de s'équiper, choix de souscrire un abonnement. Son lancement ne rendra pas incompatibles les téléphones des anciennes générations (...) et ne va pas contraindre à s'équiper d'un nouveau téléphone ».

[...] Mettre en avant la liberté de choix dans ce domaine est assez hypocrite, quand on voit combien l'organisation de la société, et les politiques publiques notamment, ont rendu difficile de vivre sans Internet chez soi et sans téléphone mobile, au cours des deux décennies écoulées. Surtout, cette manière de répondre à la question élude le fait essentiel qu'une nouvelle génération de smartphones est bien en cours de lancement à l'occasion du passage à la 5G. Au début de 2020, les grands fabricants disaient clairement que l'arrivée de la 5G allait faire repartir à la hausse les ventes de terminaux (smartphones et tablettes), en léger repli les années précédentes ; pandémie et confinements ont finalement remis à plus tard ce rebond, ce qui n'empêche pas le succès mondial de l'iPhone 12, « fait pour la 5G », depuis son lancement à l'automne dernier³.

Troisième question : « Quelles garanties pour la vie privée des citoyens ? ». Réponse : « Les réseaux télécoms sont soumis à un double régime de protection de la vie privée : le respect du secret des correspondances, d'une part, et le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD), d'autre part ».

On voit bien qu'en réalité, plus le temps que l'on passe en ligne augmente, plus nos usages se multiplient, plus les industriels et les publicitaires récupèrent de données sur nous, nos goûts et nos pratiques. Le RGPD ne fait que modérer légèrement cette tendance, et n'entrave pas le pouvoir extraordinaire acquis par les géants du web (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) sur nos vies connectées. Surtout, la 5G vise en premier lieu à développer l'Internet des objets ; or, jusqu'ici, la majorité des objets connectés sont les caméras de vidéosurveillance. La 5G doit permettre d'en poser encore plus, et de faciliter l'utilisation de la reconnaissance faciale sur les images ainsi recueillies⁴. Le géant chinois de la téléphonie mobile, Huawei, en pointe sur la 5G et qui cherche activement à prendre pied en Europe, se trouve être à ce jour le leader mondial du business de la reconnaissance faciale⁵. De manière générale, parler d'une plus grande protection de la vie privée, dans un monde où la géolocalisation et le traçage électronique gagnent constamment du terrain est vraiment très contestable.

II) Effets des ondes sur la santé : les choses ne sont pas si claires

La brochure du gouvernement s'efforce de réduire les inquiétudes sur la santé à l'effet de rumeurs mal fondées. Elle explique aux élus locaux que « l'exposition du public aux ondes est très réglementée et surveillée » en France, qu'il y a déjà beaucoup de contrôles sur les émissions des antennes et des téléphones. Elle parle d'« une légère augmentation de l'exposition aux ondes (entre la 4G et la 5G), similaire à celle observée lors du passage de la 3G à la 4G », exposition qui restera donc « faible et très largement en-dessous des valeurs limites autorisées ».



Il est paradoxal de vanter l'incroyable diversification des usages d'Internet que permettra la 5G, la multiplication par milliers des objets connectés etc., et d'affirmer en même temps que l'exposition aux ondes va à peine augmenter. Pour Olivier Merckel, chercheur à l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire), « l'utilisateur sera *a priori* plus exposé puisque soumis à plus de puissance et plus de débit à travers son smartphone⁶. »

De toute façon, l'inquiétude qui monte dans la société à propos des effets des ondes sur la santé ne porte pas que sur la 5G. Elle porte sur l'augmentation tous azimuts des niveaux et des sources d'exposition aux ondes électro-magnétiques, comme en a témoigné le tenace mouvement d'opposition aux compteurs Linky. Elle est étayée par une grande étude officielle de l'Anses, en 2018, qui reconnaît que pas moins de 5 % des Français (3,3 millions de personnes) souffrent « sous une forme ou sous une autre (...) de sensibilité exacerbée aux ondes électromagnétiques »⁷. Suite à cette étude, les opérateurs téléphoniques et les autorités ne peuvent plus complètement nier le problème ; et des décisions de justice

sont prises en faveur de personnes reconnues électro-hypersensibles par des médecins, y compris dans le champ du travail⁸.

Mais les réglementations en France, et notamment la valeur-limite d'exposition fixée entre 36 et 61 V/m, continuent de se baser uniquement sur les recommandations de l'Icnirp (Commission internationale sur la protection contre les rayonnements non ionisants). Or, cette commission émane de la recherche nucléaire de l'armée américaine, et sa composition fait clairement apparaître des conflits d'intérêt : elle a souvent confié ses études à des chercheurs salariés de l'industrie du téléphone. Ces études ne portent que sur les effets à court terme et sur les effets thermiques, alors que de nombreuses autres études portent sur les effets à moyen et long terme des effets non thermiques des champs électro-magnétiques. En Italie et en Pologne, les normes de sécurité sont fixées à 6 V/m ; et en Belgique, à 3 V/m. Le Conseil de l'Europe préconise... entre 0,2 et 0,6 V/m⁹. Dire que l'exposition aux ondes en France est très réglementée et très faible devrait donc prêter à discussion.

En fait, sur les centaines d'études scientifiques réalisées depuis les années 1990 sur ce sujet, un tiers de celles financées par l'industrie trouvent des effets physiologiques significatifs (mais concluent toujours que rien n'est encore démontré) ; 80 % des études financées sur fonds publics ou caritatifs mettent en évidence des effets biologiques inquiétants. On peut en déduire, prudemment, que la vérité n'est pas encore établie ; mais pourquoi les pouvoirs publics font-ils comme si seules les études de la première sorte existaient ? Est-ce que la santé de l'industrie compte plus que celle des populations ?

III) La 5G, pour quoi faire ? Pour quelle société ?

Pourquoi est-il indispensable de déployer la 5G en France, d'après Bruno Le Maire, Cédric O et les services gouvernementaux qui ont rédigé la brochure destinée aux maires ? Ils avancent au total quatre raisons, qui se recourent en partie. Pour que l'économie française soit plus compétitive ; pour favoriser la « transition écologique » ; pour éviter la saturation des réseaux 4G ; pour ouvrir la voie aux innovations de l'Internet des objets.

On verra au point IV que l'argument écologique est indéfendable. En attendant, soulignons que les autres arguments tournent en rond et que cette circularité vient masquer le choix de société qui se joue dans cette escalade technologique. On nous dit que la 5G va éviter la saturation des réseaux 4G... qu'on n'a d'ailleurs pas encore fini de déployer [...].

Il faut savoir que jusqu'ici, le trafic de l'Internet mobile augmente effectivement beaucoup chaque année, et que ce sont les vidéos regardées sur smartphone qui expliquent majoritairement cette hausse. Le fabricant Ericsson estime que la vidéo représentait 60 % du trafic mobile en 2018 et qu'elle pourrait atteindre 74 % en 2024¹⁰. Est-ce forcément « utile » ? Est-il indispensable que chacun puisse accéder, partout et tout le temps, à des milliers de films et de séries ? Surtout quand on sait que 27 % des vidéos regardées en ligne (sur terminal mobile ou pas) sont pornographiques¹¹. Surtout quand on lit les cris d'alarme d'un certain nombre de professionnels de santé sur l'exposition massive des enfants et adolescents aux écrans¹².

La brochure gouvernementale s'attarde sur d'autres exemples, plus « smart », d'innovations attendues de la 5G. Dans le domaine de la santé : « développement de la télémédecine, gestion du matériel médical, maintien de la connexion pendant les déplacements de malades ». En agriculture : « régulation de l'arrosage, fermes connectées, suivi des troupeaux et de leur santé ». En matière de transports : « gestion logistique pour une meilleure régulation des flux de circulation ». Mais est-ce de cela que les citoyens ont besoin ? Des consultations médicales à distance, parce qu'il n'y a plus de généralistes ni d'hôpitaux autour de chez eux ? Des puces RFID sur les brebis, et des robots pour désherber et pulvériser des pesticides avec une précision électronique ? Des algorithmes pour régler le balai des trains privatisés et des camions toujours plus nombreux sur les routes ? Non. Ce que les mouvements sociaux, et une partie importante des votes « protestataires », réclament depuis 40 ans, ce sont des services publics à proximité ; une médecine humaine ; du personnel dans les gares et les trains ; que les agriculteurs puissent vivre de leur travail et produire une nourriture qui ne nuise pas à la santé de ceux qui la consomment. Développer les objets connectés, l'intelligence artificielle et les procédés de réalité virtuelle ne nous fera pas aller dans cette direction ; cela nous maintient au contraire sur la trajectoire anti-sociale et déshumanisante qui explique le désespoir d'une grande partie de la population.

On retrouve ce problème avec les autres exemples donnés, pour l'industrie, la sécurité routière, les services de secours : « ce que permet la 5G », au fond, c'est de faciliter l'élimination du travail humain et de la responsabilité personnelle. Partout, les technocrates partisans du haut débit ont pour idée directrice de supprimer des emplois, de remplacer les interactions et les décisions humaines par des logiciels et des automatismes. La 5G est d'abord un projet industriel, au service des logiques de productivité, de rentabilité, d'automatisation, dans les entreprises et les administrations publiques. La conséquence d'une telle évolution est que plus aucun travail ne se fera sans écran et sans surveillance électronique. Il y aura moins de médecins, d'infirmières, de guichets tenus par

des humains au service du public ; il y aura moins d'enseignants, moins d'agriculteurs encore, moins de chauffeurs routiers même. N'est-il pas temps de changer de direction ?

IV) Un impact écologique largement minimisé par les autorités

Dernier point capital : « la 5G a-t-elle des effets sur l'environnement ? » se demandent les auteurs de la brochure. Réponses : « la 5G va entraîner une amélioration de l'efficacité énergétique d'un facteur 10 par rapport à la 4G d'ici 2025, pour une amélioration à terme d'un facteur 20 et plus. (...) [elle] permettra de contribuer à développer des réseaux intelligents qui aideront à mieux maîtriser notre consommation d'eau et d'électricité. » Pour Cédric O et Bruno Le Maire, elle est au service « d'une transition écologique responsable ».

[...] L'argument consistant à dire qu'à volume de données égal, la 5G serait plus économe, est inopérant puisque le but de son déploiement est justement de faire transiter plus de données, plus lourdes, en moins de temps. Elle sert à télécharger plus de vidéos plus vite, à connecter plus d'objets à Internet. Elle va faire exploser le volume de données à stocker dans le cloud, c'est-à-dire en réalité dans des data centers qu'il faut alimenter en électricité jour et nuit.

Qui plus est, les sources d'information non gouvernementales n'indiquent aucun gain d'efficacité énergétique comparable à ce qui est annoncé dans la brochure, au contraire. Ainsi, les ingénieurs du Shift Project, groupe d'experts financé par EdF et favorable a priori aux nouvelles technologies, parlent d'« un consensus [sur le fait] qu'un équipement 5G consomme trois fois plus qu'un équipement 4G, et qu'ajouter des équipements 5G aux sites existants (2G, 3G, 4G) conduira à doubler la consommation du site. (...) Au final, avec [le déploiement de trois fois plus de sites, conformément aux souhaits du gouvernement], la consommation d'énergie des opérateurs mobiles serait multipliée par 2,5 à 3 dans les cinq ans à venir (...) soit une augmentation de 2 % de la consommation d'électricité du pays¹³. » Ces estimations ne sont pas de simples projections différentes de celles

des instances officielles françaises, elles se basent sur les mesures faites en Chine suite au déploiement de 80 000 premiers sites 5G en 2019¹⁴. [...]

Enfin, la vision d'une « transition écologique » basée sur l'informatique repose sur une myopie plus ou moins volontaire : la plupart des décideurs, à l'échelle nationale et européenne, ne veulent pas voir l'impact écologique global du système numérique en expansion constante. Le problème dépasse la question de l'électricité consommée par tel type d'antenne, par les vidéos en ligne, par les milliards de requêtes quotidiennes sur les moteurs de recherche. Ces consommations sont effectivement monstrueuses, mais l'impact écologique du système numérique et de l'étape 5G, c'est aussi la fabrication de toujours plus de smartphones, de puces RFID, d'écrans tactiles, de batteries et autres composants électroniques de pointe. Considérer que les réseaux intelligents vont contribuer à une moindre destruction de notre milieu naturel, c'est fermer les yeux sur les quantités faramineuses de métaux qu'il faut extraire des sols pour les mettre en place ; sur l'eau que ces productions consomment ou souillent ; sur l'énergie que tout cela demande.

Même si l'on ne considère que le problème des gaz à effet de serre (alors que le désastre écologique en cours ne se réduit absolument pas à cela)..., même si l'on considère que le respect des Accords de Paris de 2015 suffirait à éviter un réchauffement de l'atmosphère compatible avec la vie (ce qui n'est pas du tout certain)..., l'équation est simple et terrible : pour contribuer à limiter la hausse des températures à la fin du siècle, il faudrait que le système numérique diminue ses émissions de CO₂ ; or, ces dernières années, elles augmentent de 9 % par an. Et le passage à la 5G ne peut qu'aggraver la situation, si l'on accepte de prendre en compte honnêtement l'ensemble de ses impacts¹⁵. [...]

Mesdames, Messieurs, si vous désirez en savoir plus sur tous ces points et quelques autres, vous pouvez lire les articles cités, ou référencés dans les notes. Pour avoir une vue d'ensemble approfondie, deux ouvrages me semblent particulièrement pertinents sur le sujet : le livre du journaliste Nicolas Bérard, *5G, mon amour* :

Enquête sur la face cachée des réseaux mobiles (éditions Le Passager clandestin/L'Age de faire, 2020) ; et le rapport en ligne spécialement dédié aux élus locaux par son auteur, Gauthier Roussille, *La Controverse de la 5G. Comprendre, réfléchir, décider ensemble* (juillet 2020, <http://gauthierroussille.com/fr/projects/controverse-de-la-5g>).

Surtout, écoutez vos administrés, y compris celles et ceux qui sont inquiets. Car, contrairement à ce que sous-entendent avec condescendance Bruno Le Maire et Cédric O dans leur lettre aux maires, il y a des raisons de l'être. Comme vous avez pu vous en rendre compte en lisant ces quelques paragraphes, il y a matière à débat. Il y a (il y aurait...) besoin de temps pour réfléchir, et éviter de se retrouver bientôt devant le fait accompli, comme trop souvent ces dernières décennies.

Les élus locaux ont peu de pouvoir face aux opérateurs de téléphonie mobile, la plupart de leurs prérogatives ont été supprimées par des lois ou décrets successifs. Face aux projets de nouvelles antennes, il leur reste quelques marges de manœuvre en termes d'urbanisme. Et il leur reste leur parole, qui comme à propos des compteurs Linky, peut donner une légitimité au débat. Il est urgent d'arrêter de considérer le développement technologique comme une fatalité, car il est en réalité le résultat d'un incroyable volontarisme industriel et politique. Il est temps de le mettre en discussion, et de s'y opposer, quand il est clairement porteur de régressions.

1. Le texte ici proposé est une réduction d'un tiers de l'original. Quiconque serait intéressé à le lire dans son intégralité peut s'adresser à la rédaction. [N.d.R.]

2. Chiffres établis par Marceau Coupechoux, professeur à Polytechnique et à Télécom Paris, sur la base des données publiées par l'Agence nationale des fréquences (ANFR) : <https://reporterre.net/5G-un-ogre-energetique-en-puissance>.

3. « La poussée de la 5G est le fer de lance des ventes dans l'industrie des smartphones. » (<https://www.blog-nouvelles-technologies-fr/194089/ventes-iphone-ont-augmente-10-pourcent-2020/>).

4. Voir l'enquête de Philippe Reltien et de la Cellule investigation de Radio France : <https://www.franceculture.fr/societe/quand-la-reconnaissance-faciale-en-france-avance-masquee>.

5. Cité par Stéphane Mandard, « La 5G arrive en France mais les autorités notent un manque important de données sur ses effets sanitaires », Le Monde du 27 janvier 2020. Olivier Merckel est précisément chef de l'unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques, à l'Anses.

6. Voir Pierre Le Hir, « Électrosensibles : des symptômes réels qui restent inexplicables » dans Le Monde du 27 mars 2018.

7. Voir ouest-france.fr au sujet du compteur linky et le site actu-environnement.com sur l'électrosensibilité

8. Résolution 1815 de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en date du 27 mai 2011.

9. Le site ericsson.com

10. Voir le rapport du Shift Project : Climat : l'insoutenable usage de la vidéo en ligne, juillet 2019 (<https://theshiftproject.org/article/climat-insoutenable-usage-video/>).

11. Voir l'interview du neuroscientifique Michel Desmurget : « Troubles de l'attention, du sommeil, du langage... La multiplication des écrans engendre une décérébration à grande échelle », Le Monde du 21 octobre 2019.

12. Hugues Ferreboeuf, Jean-Marc Jancovici, « La 5G est-elle vraiment utile ? », tribune dans Le Monde du 9 janvier 2020.

13. Voir le Livre blanc de Huawei sur la 5G, et l'article de chercheurs de China Mobile dans Nature Electronics, cités par Marceau Coupechoux dans son article déjà mentionné plus haut (<https://reporterre.net/5G-un-ogre-energetique-en-puissance>).

14. Voir Célia Izoard, « 5G : Xavier Niel a menti », Reporterre, 5 décembre 2020 (<https://reporterre.net/5G-Xavier-Niel-a-menti>).



L'insupportable obéissance

Nous publions ici ce texte reçu dans la boîte aux lettres de Creuse-Citron

APRÈS LE PORT DU MASQUE obligatoire, la distanciation, le repli sur le numérique-télé-travail, le confinement, les couvre-feux, les déplacements avec attestations, l'incitation au téléchargement d'applications de traçage, donc à la délation, faisant de chacun un indic, les amendes et les arrestations, voici à présent la phase du pass-sanitaire obligatoire !

Cette récente annonce, faite par les experts en zombification des masses, impose le pass-sanitaire à l'entrée des établissements commerciaux, culturels et de convivialité. Toute personne qui dérogera à cette règle sera punie, et devra rester chez elle !

Le droit de choisir rationnellement un soin (une vaccination), en conscience nous est confisqué. La menace de punition est le propre des régimes totalitaires qui n'ont que la contrainte et la répression comme fonctionnement pour se maintenir. La privation de liberté d'aller et venir où bon nous semble sans contrôle est donc imposé à tous, cette liberté étant devenue une faute ! L'injection répétée de la peur et l'anesthésie des cerveaux fait de nous les acteurs consentants du contrôle général.

La servilité de certains décideurs culturels, musées, théâtres et festivals, plus prompts à l'obéissance au pouvoir dont ils dépendent, qu'à un véritable engagement pour faire advenir et subsister les valeurs culturelles sur lesquelles reposent les véritables démocraties, participent à la fracturation en se pliant aux exigences du pass-sanitaire.

Relier, rassembler, partager, échanger via les arts, sont l'essence même des sociétés vivantes.

En exclure certains au prétexte de non-présentation d'un laisser passer, fut-il sanitaire, c'est aller contre ces valeurs, la culture n'étant pas compatible avec la suppression de la liberté.

On voit déjà des organisateurs de festivals venir en renfort de

l'ordre sanitaire, se muant en flics de la contamination, indiquant en complément des tarifs de réservation les lieux de «dépistage» et les centres de vaccination à proximité ! Participant par ce mélange des genres, à la destruction de la culture pour laquelle ils étaient censés œuvrer...

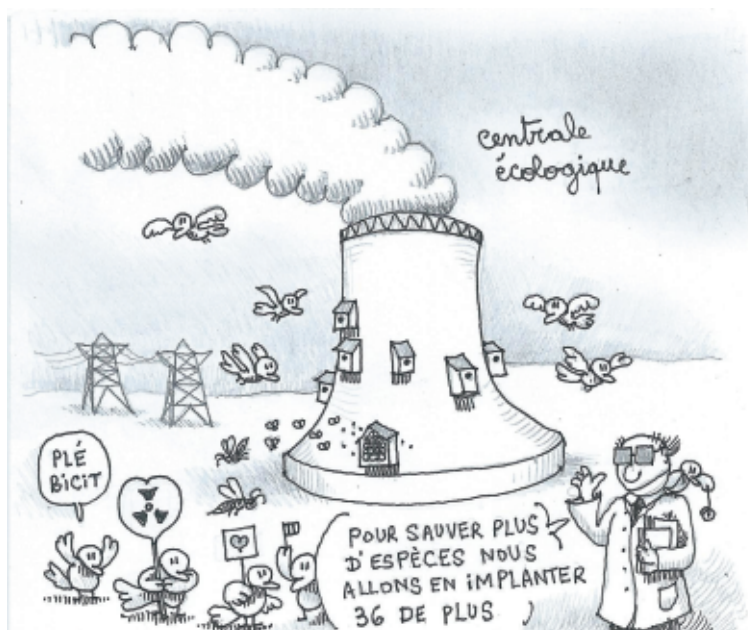
Ce tournant collaborationniste, suicidaire, dont nous sommes témoins nous en dit suffisamment sur l'avenir de cette société à la dérive.

Une des caractéristiques des dictatures est de se réclamer de valeurs et d'agir à l'inverse : prétendre lutter contre l'exclusion mais diviser et séparer par plus de contrôle, prétendre protéger mais soumettre chacun aux pires nuisances, déclarer se soucier de la santé mais rendre les véritables soins impossibles par la déshumanisation, remplacer la solidarité par la concurrence, promettre la sécurité, mais créer les conditions qui produisent l'insécurité etc.

Chacune des contaminations successives qu'elles soit virales ou radioactives, engendrent systématiquement les restrictions de nos libertés, détruisant et/ou interdisant des espaces et des lieux. Cela fait de nous des victimes coupables, forçant chacun de nous à endosser la responsabilité des conséquences de décisions technologiques imposées au profit des pouvoirs en place, sans véritable justice. Vivre dans la dignité nous est refusé.

Pour résister et mettre un frein à la machine à broyer la vie, que nous soyons simple client du bar ou du restaurant en terrasse ou pas, spectateur et auditeur participant aux spectacles vivants, contre et avant la reconnaissance faciale généralisée, le pistage permanent dans la sphère privée et l'intrusion dans les corps via le puçage : la désobéissance est un devoir.

LES PARIAS, 17 JUILLET 2021



- Est-il déjà trop tard, peut-être trop tôt ? - Viens, même si tout est perdu.

EN FOUILLANT DE VIEUX PAPIERS, je tombe sur un dessin de fleurs, dont je n'avais aucun souvenir, avec une légende qui touche le fond de mon cœur : « Entre roc et vallée / trouver enfin un pur domaine humain qui dure ». Ce sont des vers de Rainer Maria Rilke, cité par Hannah Arendt dans *Condition de l'homme moderne* (1958).

Je me dis d'abord, en pensant au titre du livre de la philosophe : dans toute expérience humaine réelle, un peu profonde (même apparemment très banale) on éprouve, indissolublement, à la fois des questions, des joies et des peines, inséparables de la condition humaine – appelez les existentielles, anthropologiques, métaphysiques, spirituelles, comme ça vous chante ; et dans le même temps on éprouve une expérience pleinement historique, sociale (et donc politique) – parce que nous sommes, de part en part, au plus profond, le fruit de ce monde-là, de cette époque : de ces errements, de ces folies, de ces impasses.

Gunther Anders ne signifie pas autre chose lorsqu'il donne comme sous-titre à *L'Obsolescence de l'homme*, paru dans les mêmes années, *Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*.

J'ai essayé longtemps de distinguer ces deux faces de notre expérience – qu'est-ce qui est de tout temps, inévitable, qui est dans l'ordre des choses, et qu'est-ce qui est transitoire, susceptible d'être changé ou déjà au moins critiqué et refusé en esprit.

Il est vain et ridicule par exemple de refuser la mort ou la souffrance, mais n'est-il pas tant de peines et de misères que nous pourrions nous épargner, tant de beautés et de joies que nous pourrions saisir, si nous parvenions à « faire ce monde autre qu'il n'est », un peu plus proche de la justice, de la liberté, de la beauté, de l'amour.

Mais on sait bien que toutes les forces manquent désormais, et les idées dans les têtes, pour faire ce monde autre qu'il n'est ; ou plutôt des forces très puissantes concourent à le faire sans cesse autre, à un rythme de plus en plus rapide, mais toujours dans le sens du pire.

À quoi bon s'obstiner à essayer de distinguer ce qui est de tout temps et ce qui

est de notre temps, ce que nous sommes et ce que le monde comme il va fait de nous, alors que les deux choses sont si imbriquées, alors que nous avons si peu de prise sur l'une comme sur l'autre ?

Ce ne sont pas deux faces bien séparées, plutôt les deux pôles d'une même réalité, quelque chose d'inextricablement lié au plus profond de nous-mêmes.

Pourtant je ne veux pas, je ne peux pas renoncer à cette ambition de faire la part du possible et du fatal.

Je ne veux pas m'abstenir d'interroger et de reconnaître ce qu'il y a de permanent et d'inévitable dans notre condition. Ignorer cette profondeur-là, c'est ignorer ce qui nous émeut et nous meut, c'est être superficiel, c'est parler de soi à la troisième personne.

C'est aussi prêter le flan au progressisme le plus banal et le plus nuisible : « tout est construit en nous, tout peut être changé ou refait autrement, nous sommes absolument libre ». Et c'est aussi bien prêter le flan à un fatalisme décourageant : « vous ignorez qu'il en a toujours été ainsi, c'est dans la nature humaine, il n'y a rien de nouveau sous le soleil ».

Je ne veux pas davantage renoncer à essayer de comprendre ce que l'époque fait de nous, comment elle nous détermine, comment ce qui est le plus profond en nous est aussi un fruit pourri de la « modernité tardive » - comment nous sommes écartelé dans un monde social toujours moins fait pour nous.

Me dire que les choses ont été autres, qu'elles pourraient être autres, qu'elles auraient pu être autres, ne m'est pas indifférent, ne me semble pas vain. Me dire que c'est nous qui avons, ou avons raison de vouloir et espérer autre chose, et qu'ils ont tort – même si, sans doute, nous avons perdu.

Quoi qu'en rêvent ceux dont le seul horizon est d'aller habiter une station spatiale, sur Mars ou sur Terre, l'histoire n'est pas finie, la nature n'est pas morte, et l'humanité existe encore - je parle des êtres humains, pas des cyborgs qu'ils voudraient mettre à la place. En réalité, la bête humaine est toujours là, en-dessous, et elle crie – une déshumanisation achevée, définitive, aboutirait à la mort pure et simple.

Je pense à Arendt, qui nous dit que chaque fois qu'un être humain naît, quelque chose de radicalement nouveau peut commencer. Mais l'avenir est un arrière-monde aussi décevant que les autres ; même si on veut le penser toujours ouvert, il n'est pas d'un grand secours.

En attendant, nous sommes là au milieu de cette vie abîmée – où le soleil se lève toujours chaque matin, où des oiseaux chantent même encore, où le vent remue les branches de l'arbre en face avec grâce et gravité ; comme dans tous les matins du monde.

—

« Un pur domaine humain qui dure ». Je me demande pourquoi ces vers me touchent ainsi et pourquoi ils me sont si souvent revenus en mémoire depuis vingt ans. À quoi s'oppose le « domaine humain » qu'évoque Rilke ?

D'abord à ce que l'on désigne communément comme ce qui est « inhumain » : les diverses formes de violences sociales extrêmes à l'encontre des individus et de la nature, la guerre ; et puis la barbarie de la domination du capitalisme et de ses machines (et pourtant ce sont bien les hommes qui ont inventé toutes ces horreurs qui se sont succédé dans l'histoire, jusqu'à l'apothéose contemporaine).

Mais son « domaine humain » renvoie aussi, non pas en opposition mais en contraste, au monde non-humain et à tous ses habitants, si l'on veut la nature, ou le monde sauvage, le « wilderness » comme disent les Anglo-Saxons, voire le cosmos (des mots tous compliqués et renvoyant à des réalités voisines et différentes).

Le « roc » du poème, c'est la montagne et le désert, là où l'homme a à peine mis le pied ; la « vallée », c'est la campagne, la nature humanisée, le jardin. Ce qu'interroge le poète, c'est la place changeante, dans l'histoire, de l'humanité et de ses réalisations, au sein d'un monde naturel qui l'entoure et l'excède, qui l'encadre, la limite ; qui aussi constitue son horizon et lui donne sa matière, son sens. « L'homme a besoin de l'ombre pour ne pas perdre la raison » écrit Pierre Lieutaghi.

Ce que Rilke appelle passionnément de

ses vœux (« enfin »), c'est la découverte ou la redécouverte d'une relation équilibrée, harmonieuse, épanouie, entre le monde des hommes et le reste du monde : ni l'abolition de la spécificité humaine dans la nature, la fusion, ni la domination et en fait la disparition de cette dernière.

Ces mots résonnent ainsi d'un écho profondément utopique : l'espoir de voir édifier, au sein de la nature, un monde qui soit autant que possible un abri contre le malheur et la misère matérielle et morale, d'où qu'ils viennent, de la nature comme de la société ; un monde qui puisse aussi apporter des consolations qui ne soient pas des mensonges, devant les malheurs inévitables.



Un « pur domaine humain qui dure » : je ne peux m'empêcher d'associer la fin de cette citation à Vincent Van Gogh (dans une lettre à son frère) constatant en lui « la volonté pratiquement convulsive et passionnée de prendre racine en terre et la sensation d'être pourtant à moitié déraciné par les tempêtes ».

Personnellement je suis un déraciné, émigré et fils d'émigré, mais par-delà les histoires individuelles, c'est désormais chacun de nous, c'est l'humanité entière qui est plus ou moins déracinée – hors-sol (Arendt encore, dans *Le Système totalitaire* : étymologiquement, « désolation » veut dire « privé de sol »).

Je pense aussi à ce passage de Georg Glaser en conclusion de *Secret et violence* (1948) : « Ces hommes (...) avaient été les derniers sédentaires obstinés à une époque où les peuples émigraient depuis cent ans. Ils connaissaient encore le cinquième point cardinal, qui leur montrait la terre sous leurs pieds et le ciel au-dessus d'eux. »

Ou encore à G. K. Chesterton dans *Le monde comme il ne va pas* (1910), qui considère que l'homme a toujours rêvé d'une maison accueillante, où il soit chez lui ; et que l'homme moderne, non seulement n'a toujours pas de maison à lui, mais en a même perdu l'adresse : il ne sait plus qu'il cherche une maison.

Bien sûr la doxa progressiste de gauche va me dire que tout cela, ce sont de douteuses images réactionnaires, que l'homme n'est pas une plante, qu'il n'a pas de racines, etc. Ceux-là sont tellement disqualifiés depuis si longtemps, leurs idées sentent tellement le moisi - alors que l'on voit tout

s'effondrer autour de nous – qu'il n'est pas nécessaire de leur répondre longtemps.

Certes, pour le meilleur et pour le pire, nous ne sommes pas des plantes. Et même si nous ne savons pas bien ce que c'est, nous avons le désir et l'amour de la liberté chevillé au cœur (« nous » : même en des temps aussi éprouvants que les nôtres, il existe encore des gens qui aspirent à la liberté sans réserves ; c'est à eux d'abord que je pense en écrivant ce mot).

Mais nous nous étions aussi doucement d'être sans attaches qui vaillent, de pressentir partout la fragilité, le manque d'assise et de durée de toute chose. Bien sûr rien n'est éternel, tout passe etc. Mais comment vivre dans un monde si précaire que tout passe plus vite que nous ?

Parce que nous avons besoin d'un sol, d'un monde sensible et humain qui dure autour de nous, qui nous ait précédé et qui persiste après nous. C'est dans notre nature, tout simplement. Sinon tout est frappé de vanité.

Or nous avons grandi et vécu dans une ambiance de liquidation générale : on solde !

Baudelaire nous l'avait dit déjà, à l'époque où le baron Haussmann faisait raser le vieux Paris : « La forme d'une ville change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel ». Aujourd'hui c'est le monde entier, humain et non humain, sous nos pas et dans nos têtes, que les héritiers d'Haussmann envoient à la casse pour leurs méprisables profits.

Il est donc on ne peut plus normal et sain d'aspirer de toutes ses forces à conserver tout ce qui peut l'être, de paysages, de langages et d'idées, de mœurs et de savoir-faire, d'amitiés et d'amours, de bêtes et de plantes – aussi insurmontable que semble un tel ouvrage, et dérisoires nos forces. Il est sain d'aspirer à prendre racine comme on peut et où on peut, avec qui on peut ; il est normal, quand on vient de ce monde-là, de rêver d'une civilisation de paysans et d'artisans libres, de regarder dans cette direction-là, si possible sans illusions, mais pas obligatoirement sans espoirs.

Mais où veulent-ils donc que nous portions notre regard, et ce qui nous reste de lumière ? Vers leurs écrans, leurs camps, leurs usines ? Charognes.

Je ne sais pas comment pourraient se concilier pour nous l'attachement et la liberté, la stabilité et le mouvement de la vie – vieille question qui, peut-être, s'est posée pour toutes les civilisations humaines.

Notre époque et ce qui lui tient lieu de culture sont évidemment les pires qui soient dans les deux domaines ; nous sommes on ne peut plus mal armé pour inventer d'heureuses réponses à cette question.

Une chose en tout cas est difficilement contestable : les diverses régressions plus ou moins fascisantes qui semblent nous menacer aujourd'hui sont d'une manière ou d'une autre de mauvaises réponses à cette question, des miroirs faussés placés devant ces aspirations humaines fondamentales.

« Terre et liberté » est l'un des plus beaux mots d'ordre de l'histoire du mouvement révolutionnaire, qui court du Mexique de 1905 à l'Espagne de 1936, en passant par l'Ukraine de 1919. Ceux qui l'inventèrent jadis et l'inscrivirent sur leurs bannières (qu'on leur garde une place au chaud dans nos cœurs), ceux-là ne pouvaient pas imaginer le sens nouveau que ces mots prendraient un jour pour nous, là où nous sommes rendus : Terre et liberté.

CÉDRIC

N.B. : Les deux vers qui servent de titre à ce texte sont respectivement de Daniel Darc et Paul Nougé.

Mauvaises lectures



Ecoféminisme de Maria Miès et Vandana Shiva, édition française L'Harmattan 1998 (édition originale en Angleterre en 1993)

Vandana Shiva est indienne, physicienne et philosophe de formation, elle est très engagée dans le soutien à l'agriculture paysanne, et notamment dans la lutte pour la préservation des semences et contre le brevetage du vivant.

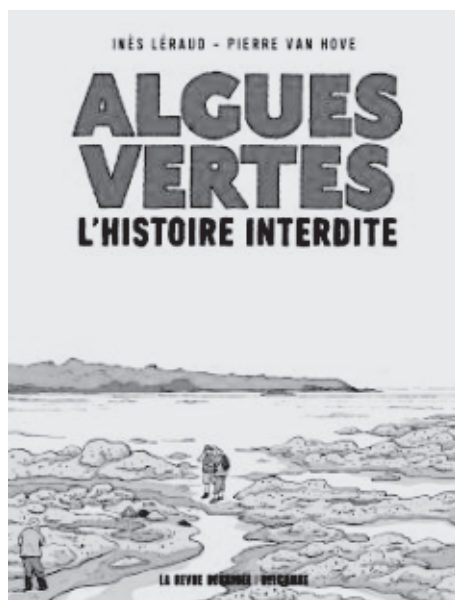
Maria Miès est allemande, sociologue, elle a dirigé le programme d'études féministes de l'institut d'études sociales à La Haye.

Dans leur ouvrage commun *Ecoféminisme*, elles défendent l'idée que le féminisme n'est pas compatible avec la vie dans une société capitaliste et que dans cette société, réclamer pour les femmes des droits identiques à ceux des hommes, va à l'encontre d'une émancipation réelle.

Dans ce livre très dense, qui aborde de nombreux sujets, elles remettent en cause la science moderne héritée des Lumières, d'où toute connaissance liée à l'existence charnelle des êtres humains est éliminée. Elles dénoncent le mythe du développement par rattrapage qui impose comme modèle du bien vivre, celui qu'on rencontre dans les sociétés d'abondance du Nord. Elles relient la création de la pauvreté, (touchant en premier lieu les

femmes et les enfants), à la dégradation de l'environnement, qui anéantit les possibilités de subsistance sur un territoire. Elles développent également l'idée d'une « romantisation » de la nature, selon laquelle, dans la société capitaliste fondée sur la transformation industrielle de la nature, le rapport à la nature ne peut être que sentimental et repose sur une division entre l'être humain et la nature et conjointement sur la destruction même de la nature. Elles abordent aussi le sujet des biotechnologies, parmi lesquelles les technologies de la reproduction, qui, en percevant la fertilité et la stérilité comme des maladies, rend impossible de les envisager comme des phénomènes influencés socialement et historiquement. Et elles questionnent la « démographie » et la « surpopulation » de la planète. Enfin, la dernière partie du livre développe la perspective de la subsistance, en essayant d'en définir les principales caractéristiques et en relatant des initiatives qui s'en sont inspirées, pour essayer de dessiner un avenir désirable.

CAROLINE.



Algues vertes : l'histoire interdite par Inès Léraud et Pierre Van Hove chez La revue dessinée | Delcourt, 2019

Depuis la fin des années 1980, au moins quarante animaux et trois hommes se sont aventurés sur une plage bretonne, ont foulé l'estran et y ont trouvé la mort.

L'identité du tueur en série est un secret de polichinelle. L'hydrogène sulfuré (H₂S), émanant des algues vertes, avec son odeur d'œuf pourri le trahit. De nombreuses personnes ont lancé l'alerte à de multiples reprises, sans réussir à empêcher la répétition des accidents. Thierry Morfoisse est ainsi décédé en 2009, après avoir charrié une benne d'algues en décomposition de trop. C'est seulement en juin 2018, neuf ans après son décès, que sa mort a été reconnue en accident de travail.

Les algues maudites sont le symptôme d'un mal profond qui prend ses racines dans les lois de modernisation agricole des années soixante, leur fumet méphitique s'immisce dans une nébuleuse d'intérêts et de lâchetés mêlant gros bonnets de l'agro-industrie, scientifiques à la déontologie suspecte, politiques craignant pour l'emploi ou leur réputation touristique.

Un demi-siècle de fabrique du silence raconté dans une enquête fleuve. Des échantillons qui disparaissent dans les laboratoires, des corps enterrés avant d'être autopsiés, des jeux d'influence, des pressions et un silence de plomb.

La journaliste Inès Léraud et le dessinateur Pierre Van Hove, avec le concours de la coloriste Mathilda, ont enquêté sur la question. Il en sort une bd passionnante, prouvant que la bande dessinée n'est pas un genre réservé à la fiction.

Publié en 2019, ce document reste d'une cruelle actualité. Non seulement les pouvoirs publics continuent de faire la sourde oreille, restant à la botte des lobbies agrochimiques et du syndicat agricole dominant, mais une étape de type mafieux vient d'être franchie avec les intimidations et tentative d'assassinat (une roue de sa voiture déboulonnée) à l'encontre de la journaliste Morgan Large (Radio Kreiz Breizh), spécialisée dans l'enquête sur l'agroalimentaire.

Vient de paraître

Ombres et Lumières. La faible lueur d'une bougie est préférable aux ténèbres de la modernité connectée, d'Hervé Krief aux éditions Quartz, juin 2021. Pour se le procurer : 12€ par chèque à l'ordre de Quartz éditions B.P. 8, 3 et 5 rue Robert Judet 23260 Crocq.

La circulation

Ce
 qui serait bien c'est que ça
 circule davantage, ce serait bien que ça
 circule beaucoup plus parce que là ça ne circule pas
 comme ça devrait, c'est souvent saturé par les
 embouteillages, nous sommes embouteillés de la tête aux pieds,
 nous sommes pieds et poings liés dans les embouteillages parce que ça
 ne circule pas assez, ça voudrait circuler en toute liberté, en toute fluidité
 mais plein de choses s'opposent à de la libre circulation, à de multiples circulations
 circonstanciées par le besoin de circuler, par cet ineffable mouvement circulatoire qui,
 s'il est empêché, meurt dans l'amoncellement provoqué par les embouteillages, par
 l'amoncellement d'un trop plein là où manquerait le vide, ce serait désembouteiller et arrêter
 de s'arquebouter contre l'embouteillage, ce serait le dégrossir, le dés-emboutir le dés-entasser
 pour retrouver la possibilité de circuler afin d'aller plus loin même dans le toujours plus près, ce
 serait vital de retrouver les vrais mouvements circulatoires, la circulation possible sans jamais
 croiser tout ce qui s'oppose, tout ce qui s'oppose à une libre circulation, tout ce qui construit du sens
 obligé sans jamais aller dans le déconstruire car lorsque le sens est obligé ça conduit à des
 embouteillages, ça conduit à des interdictions de circuler, ça conduit à des contrôles et à des impossibilités
 de circuler, ça conduit à de la formation d'impasses et de bouchons, à de la formation d'impair et passe, ça
 conduit à de multiples empêchements et même pour tourner en rond, ça tourne mal en rond, ça tourne mal en
 rond, car ceux qui tournent en rond le sauraient plus vite s'il y avait une bonne circulation, ceux qui tournent
 en rond sortiraient plus vite de leur mouvement giratoire pour aller plus simplement vers où ils doivent aller
 sans s'attarder dans cette obligation de tourner, dans un sens unique imposé d'avance et qui de plus les conduit
 à des embouteillages, dans un sens inique et qui parfois conduit à toute la clique des cliniques pour les
 accidentés, les accidentés du sens unique, les accidentés du sens obligé.
 Si ça circulait davantage ça aurait pour effet de décoincer tout ce qui oblige contrôle empêche arrête le
 circulant.
 Ça ne serait plus circuler y'a rien à voir mais arrêtez-vous là où y'a des trous quand bien même ces trous
 seraient les bienvenus pour une libre circulation.
 Soyez la bienvenue dans les trous du grand mouvement circulatoire, arrêtez-vous et repartez quand vous
 voulez.
 Venez vous exercer à ces chantiers aléatoires, venez chercher creuser et inventer des trous.
 Ça serait désenclaver des enclaves, dénouer des nœuds, élargir l'étroit et ne plus délivrer de permis,
 permis de vivre, permis d'aller là où l'on veut, permis de conduire permis de circuler, permis de
 respirer, permis de chanter de crier et de parler, permis de se sentir délivré de toute les formes de
 permis, de tout ce qui nous dicte du permissif, je m'y perds dans tous ces permis qu'il nous faut
 demander pour pouvoir circuler sans se soucier des sens interdits, des sens obligés, du sens
 des réalités qui, souvent, créent des embouteillages là où nous voulons la fluidité, là où
 nous pourrions, là où nous voulons aller sans emprunter un sens obligatoire, là où nous
 pourrions frayer du déambulatoire, toutes les possibilités de ne pas se faire
 embouteiller, de ne pas se sentir emmailloté, de ne pas se sentir emprisonné par
 tout ce qui fabrique de l'embouteillage avec cette histoire de passe-droit et
 de laisser passer.
 Ce serait davantage de laisser faire davantage de vacuité afin
 de ne jamais forcer le passage dans le même sens que
 ce qui force à arrêter ou qui oblige à circuler.

QUELQUES PROGRAMMES PRÉVUS EN AOÛT ...



Au fabuleux destin café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, à Aubusson, du jeudi au samedi à partir de 19 heures, spectacle à 20 h 30

Les jeudis, le bar est ouvert de 19 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter l'exposition d'Agnès Beuneux

Jeudi 5 août : *L'Abrasive*, duo violon contre basse, avec Emmanuelle Bouthillier (violons, chant, pieds, danse), Dylan James (contre basse, chant, bidouilles)

Vendredi 6 août : *Femme et religion*, conférence débat par Marie-France Houdart.

Vendredi 13 août : *Sac à Malice*, scène ouverte.

Samedi 14 août à 20h : *Atelier d'improvisation théâtrale* par le Be'ding Bedingue Théâtre.

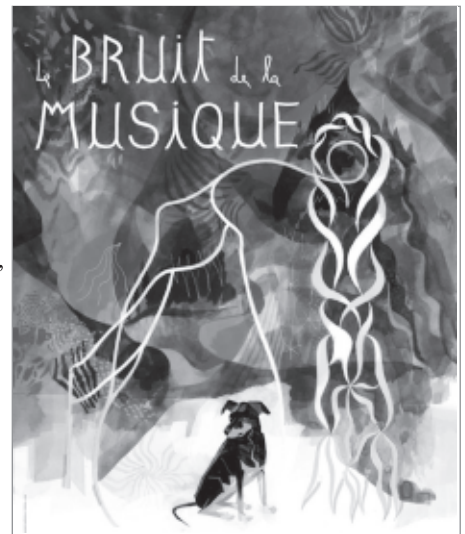
Vendredi 20 août : *Café polyglotte*.

Samedi 21 août : *Nouga Work*. Ensemble Pierre-Augustin Galinier, avec Etienne Payan (basse), Denis Chatiron (batterie), Pascal Naturel (saxophones), Pierre-Augustin Galinier (guitares).

Jeudi 26 août à 19h : *Réunion mensuelle des bénévoles*.

Vendredi 27 août : *Americans do it better*, concert funk avec Ariane au chant et au clavier, Jacques à la guitare et à la batterie, Marco à la basse.

Samedi 28 août : *Ce qu'il reste*. Lecture poétique, théorique et musicale de la Compagnie Chausse Trappe. Avec Alexandra Teracher et Amélie Rouffanche Création sonore et musicale : Franck Chauveau. Lumière dématérialisée : Claude Fontaine.



Le Bruit de la Musique #9
Festival d'aventures sonores et artistiques
du 19 au 21 août 2021
Saint-Silvain-sous-Toulx, Domeyrot,
Toulx-Sainte-Croix, Clugnat (Creuse)



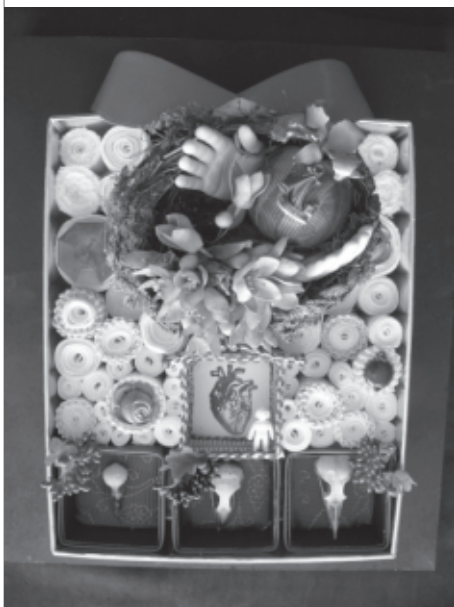
La Maison du Tailleur

Jean Estaque invite
Joëlle Thabaraud

À CONTRE-FIL

Exposition jusqu'au 29 août 2021
Les week-ends et jours fériés de 15h à 19h
Et sur rendez-vous au 05 55 80 00 59

La Maison du Tailleur
Place de l'Église
23000 Savennes



Festival Arts Lezardés 3ème édition

Ecart - Espace de création artistique
Les Martinats - 23600 Boussac-Bourg
<http://theatre-dor.wix.com/theatredor>

Dimanche 1^{er} août - 16h

Laisse tomber le chagrin. Histoires choisies dans les contes de la Limousine de Gabriel Nigond, interprété par Jean-Claude Bray.

“Gabriel Nigond me plaît, ce berrichon detestant le tapage, le tape à l'oeil et le bluff. Il dit la vie simple, les travaux des champs, la misère et la résignation dans une langue qui sent le foin, la paille humide, les excréments animaux, la cendre encore chaude sur l'âtre, le gros savon, la miche et le lard, la terre qui fume après la pluie.” Christian Pirot

Dimanche 8 août - 16h

L'ode triomphale. Texte de Fernando Pessoa. Avec Marie Lopes, Rosi Andrade.

La Machine est physiquement présente sur la scène. Construite et déconstruite par les acteurs, utilisée comme instrument, habitée par le son de leur voix, elle prend vie, elle prend corps sous l'oeil du spectateur. Mais en devenant enveloppe, costume, en transformant elle même les corps et leur espace sonore, elle manipule autant qu'elle est manipulée.

Dimanche 22 août - 16h

Chansons, babils et racontars, par Claudine Loudière / Voix seule

Pour sûr, il y aura du son, du sens, pas toujours les 2 en même temps. Il y aura des chansons formidables ou touchantes ou mystérieuses, parfois les 3 en même temps. On n'est pas à l'abri du burlesque ou de quelques grincements.

Dimanche 29 août - 16h

Le rouge et le vert, pièce coutumière d'Alain Astruc avec Bruno Jouhet, Cécile Duval, Marie Lopes.

Perjo, un gendarme mis à l'écart dans une campagne déserte et qui veut construire une cité où "la circulation soit aussi fluide que le sang"; plante un feu rouge au milieu des champs pour arrêter un journalier qui passe par là tous les jours en vélo. Il l'invite à dîner chez lui, mais sa femme, Madame Perjo, qui voudrait que son mari invite un notable le reçoit très mal.

Allez vous échapper au variant « Retraite » ?



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*

Au Fabuleux Destin café-spectacle

Épicerie bio *Ethiquête*

Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue

Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*

Brasserie *La Capsule* rue Jules Sandeau

Auzance : Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Boussac bourg : *Ferme de Chauveix*

Théâtre d'Or, Les Martinats

Bussière-Dunoise : *Auberge des tilleuls*

Chambon-sur-Voueize : *Le Bistrot d'autrefois*

Dun-le-Paestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*

Cinéma Alpha

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Ressourcerie *Le Monde allant vers*

Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*

Ressourcerie *Court-circuit*

Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Guéret :

Coop des champs, rue de Lavilatte

Bar de la Poste, rue Martinet

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant

Lavaveix-les-Mines : *Les Ateliers de la mine*

Tabac Presse

Limoges : *CIRA*, 64, rue de la Révolution

Pontamur : Épicerie bio *La Gentiane*

Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*

Tabac - Presse - Loisirs

St-Sulpice-le-Guérois : *Le Caméléon* café,

Claverolles

La Villetelle : Tabac Presse

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron

BP 21 23200 Abusson

Courriel : creuse-citron@legtux.org

Impression : Espace Copie Plan, Guéret

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.